

**RÉPONSES À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENT NO 2  
DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE**



**1. Référence :** HQT-7, document 1.1**Préambule :**

Certaines précisions sur les règles de partage du transfert des actifs pour les états financiers par unité d'affaires au 30 septembre 1998 permettraient de mieux comprendre ces règles.

**Demandes :**

Q1.1 Veuillez expliquer ce que signifie fonction, code de localisation, # identifiant, centre comptable.

**R1.1 Fonction: Catégories de biens selon lesquelles les actifs sont inscrits au registre des immobilisations (ex: 21 Postes de transport, 22 Lignes aériennes de transport, etc).**

**Code de localisation: Identifie le lieu physique des installations d'Hydro-Québec et les classe au registre des immobilisations.**

**# identifiant: Le numéro attribué à une immobilisation spécifique et ce sans aucune relation avec son code de localisation ou sa fonction.**

**Centre comptable: La notion de centre comptable fait référence à un ensemble d'unités administratives, par exemple TransÉnergie.**

Q1.2 Quel est le lien entre le code de localisation, les fonctions avec le code d'unité de propriété (CUP) qui compose le registre des immobilisations auquel il est fait référence à la pièce HQT-7, document 1, page 4 de 7

**R1.2 Comme nous l'avons cité précédemment la fonction représente une catégorie d'actifs très spécifique et le code de localisation représente l'endroit où se situe physiquement l'actif. Le code d'unité de propriété (CUP) représente quant à lui la plus petite portion d'un actif inscrit au registre des immobilisations.**

**Par conséquent, Hydro-Québec attribue à chaque actif un code d'unité de propriété, une fonction et une**

**localisation. Ex: un ascenseur situé au siège social, aura le CUP xxx avec la fonction zz et un code de localisation AAAAA. Un autre ascenseur situé dans un autre édifice aura le même CUP, la même fonction mais pas le même code de localisation.**

- Q1.3 Il semble que la structure du registre des immobilisations, CUP – immobilisation mentionnées à la pièce HQT-7, document 1, page 4 de 7 soit une structure simplifiée. Veuillez expliquer cette structure de façon détaillée en incluant les notions de fonction, code de localisation, # identifiant, centre comptable.

**R1.3 Les explications qui précèdent et celles fournies à la pièce HQT-7, document 1, répondent à cette question.**

- Q1.4 A la page 2 des règles de partage du transfert des actifs pour les états financiers par unité d'affaires au 30 septembre 1998, il est fait référence à un cartable incluant des critères d'attribution des bâtiments aux unités d'affaires. De quel cartable s'agit-il? Est-ce le même cartable que celui mentionné à la page 5, " Registre par unité d'affaires au 30 septembre 1998 ", ce dernier incluant les pourcentages de répartition des équipements de télécommunications par fonction? On y mentionne certains critères d'attribution des bâtiments. Veuillez fournir les critères d'attribution.

**R1.4 Le cartable mentionné, qui est le même que celui indiqué à la page 5, contient toutes les ententes intervenues entre les unités d'affaires concernant le partage des actifs par code de localisation et ce en respectant certains critères d'attribution pouvant être énoncés dans ce cartable. Vous trouverez à la page suivante l'extrait du cartable concernant les critères d'attribution des actifs (bâtiments) par unité d'affaires.**

**Fonction 70 Bâtiments administratifs**

L'attribution des actifs a été évaluée en fonction du pourcentage de l'occupation d'un bâtiment par une unité d'affaires, tout en considérant que les espaces occupés par la Direction principale Approvisionnement et Services à l'intérieur d'un bâtiment dédié le sont uniquement pour assurer les services et fournir le support matériel aux utilisateurs du bâtiment.

**1. Bâtiment à usage exclusif**

L'actif est attribué à l'unité d'affaires ayant une occupation prédominante dans un bâtiment.

**2. Bâtiment à occupation mixte Distribution, SALC, Production, TransÉnergie, etc.**

L'actif est attribué à l'unité d'affaires prédominante du bâtiment en tenant compte des espaces supports de la DPAS dédiés aux occupants.

**3. Actif non utilisé / relié à l'abandon de projets en fonction de la demande d'un client ou actif dans un ancien poste désaffecté**

Actif actuellement non utilisé (terrain, partie de terrain, bâtiment désaffecté sur un site de poste ou autre ayant ou non fait l'objet de transfert) et dont l'utilisation n'est plus requise en fonction de restructuration des activités ou de remplacement par un nouveau bâtiment, cet actif est attribué au requérant ayant fait la demande initiale pour cet actif.

**4. Site de poste ou de centrale**

Bâtiment construit ou travaux d'agrandissement d'un bâtiment dans un poste ou une centrale, les actifs sont transférés à l'unité d'affaires requérante.

**5. Bâtiments à occupation mixte sans occupant principal ou prédominant ou actifs non associés**

Ces bâtiments ou actifs sont inclus dans une catégorie spéciale DGA/DPAS qui fera l'objet de relocalisation et d'optimisation en vue d'en arriver si possible à une occupation prédominante. En attendant, les actifs demeurent à DGA/DPAS.

**6. Bâtiments des réseaux non reliés**

Ces actifs sont attribués intégralement à Distribution.

**7. Bâtiments en location**

Actifs déjà attribués à une unité d'affaires mais retournés à DPAS. Afin de respecter le principe de facturation des espaces DPAS à coût complet, la valeur des actifs, dont nous avons rapatrié les amortissements, correspond uniquement au coût des aménagements initiaux et non pas à la valeur du bâtiment dont l'amortissement est déjà inclus dans le loyer payé par la DPAS.

Q1.5 Le document fait référence, à la page 5, à la fonction 54, qui n'est pas incluse dans le lexique des codes de fonction du registre. Veuillez indiquer que signifie la fonction 54.

**R1.5 La fonction 54 représente le résultat des retraits ou des régularisations d'années antérieures et de ce fait les corrections d'amortissement reliées à ces événements.**

Q1.6 Veuillez identifier à quel niveau de tension correspondent les fonctions 21 (postes de transport), 22 (lignes aériennes de transport), 23 (lignes souterraines de transport), 24 (postes de répartition), 25 (lignes aériennes de répartition) et 26 (lignes souterraines de répartition). Les fonctions 21, 22 et 23 correspondent-ils à la section THT du réseau.

**R1.6 Comme expliqué précédemment, les fonctions représentent une catégorie d'actifs, telle que 21 Postes de transport, 22 Lignes aériennes de transport, etc. La fonction 22 englobe donc toutes les lignes aériennes de transport et ce nonobstant le niveau de tension, et il en est de même pour les autres fonctions.**

**2. Référence :** HQT-13, document 1, page 38

**Préambule :**

La Régie avait demandé à la demande de renseignements 27 de concilier les immobilisations 1999 avec la note 6 des états financiers consolidés d'Hydro-Québec. Toutefois, il semble que les montants de départ utilisés dans la réponse ne reflètent pas les soldes indiqués à la pièce HQT-7, document 2, page 2 de 2.

**Demandes :**

Q2.1 Veuillez réviser la conciliation présentée de manière à utiliser les montants de départ suivants :

- Postes : 9 755 025 \$
- Lignes : 7 216 857 \$

**R2.1 Les valeurs au 31 décembre 1999 de la base de tarification présentée à la pièce HQT-7, Document 2, page 2, considèrent que les postes, lignes, autres actifs non exploités et les actifs retirés et déclassés, sont**

présentés dans leur rubrique respective plutôt que dans des rubriques équivalentes dans le regroupement "Autres actifs de réseaux" mentionné dans la pièce HQT-7, Document 3, page 2. En conséquence, la conciliation, présentée suite à votre demande de renseignements 27, reflète la conciliation de la note 6 aux états financiers consolidés avec la liste à la pièce HQT-7, Document 3, page 2 plutôt qu'avec la base de tarification précitée.

	Base de tarification HQT-7, doc 2	Non exploités & Retraits et déclassés HQT-7, doc 3.1	Liste des actifs HQT-7, doc 3
	----- (en millions de \$) -----		
Postes	9 755	-17	9 738 *
Lignes	7 216	-9	7 207 *
Autres actifs de réseaux	391	31	422
Actifs de soutien	690	-5	685
Actifs à transférer	98	0	98
Total	18 150	0	18 150

\* Montants de départ présentés en réponse du 2000-10-05 à votre question 27.

Q2.2 Veuillez de plus concilier les immobilisations en cours à la note 6 avec les montants présentés à la pièce HQT-7, document 1, page 6 de 7

**R2.2 Le montant des immobilisations en cours présenté à la note 6 des états financiers 1999 d'Hydro-Québec contient des immobilisations en cours de catégories "transport" appartenant à d'autres niveaux de réseau (par exemple, des lignes de réseaux non reliés), qui feront partie de la base de tarification du distributeur.**

**3. Référence :** HQT-13, document 1, page 52 de 171

#### **Préambule :**

Tel que précisé dans la réponse à la demande de renseignements 36 de la Régie, le tableau concernant les charges d'amortissement ne pouvait être

produit immédiatement. De plus, des précisions permettraient de mieux comprendre l'augmentation des charges brutes de services partagés.

**Demandes :**

Q3.1 Veuillez soumettre le tableau portant sur les charges d'amortissement qui ne pouvait être produit immédiatement selon la pièce HQT-13, document 1, page 52 de 171.

**R3.1 Nous ne pouvons actuellement fournir l'analyse demandée et ce malgré tous les efforts qui ont été accomplis pour ce faire. Nous prévoyons vous faire parvenir le tableau demandé en janvier 2001.**

Q3.2 Veuillez justifier pourquoi un nouveau mode de tarification des Technologies de l'information, tel que mentionné à la pièce HQT-13, document 1, page 52 de 171, devrait augmenter les charges brutes de services partagés de près de 30% en 2 ans.

**R3.2 Quand on parle du nouveau mode de tarification, il s'agit de celui touchant les circuits de télécommunications, le principal produit offert par la DPTI à TransÉnergie.**

**1999**

Il faut se situer dans le contexte de l'implantation de SAP et des ententes client-fournisseur. Ces processus étant nouveaux, ils ont été raffinés avec le temps – nous en sommes maintenant à une troisième année de préparation du prix de revient avec ces outils. Auparavant, c'est la DPTI et ses ancêtres qui assumaient le financement des infrastructures d'informatique et de télécommunications, alors les inventaires ne revêtaient pas une aussi grande importance qu'aujourd'hui. De par ce fait, moins de la moitié des circuits de transmission de données fut associée à un client en 1999; le reste fut absorbé par la DPTI puisque le coût unitaire fut calculé sur la totalité des circuits, qu'ils soient facturés ou non. En fait, plus de 50 M\$ de produits ne furent pas facturés à un client ou associés à un autre produit cette année-là. Ce montant fut absorbé au niveau corporatif et aucune



portion ne fit partie des charges de services brutes de TransÉnergie pour 1999.

#### **2000**

En 2000, nous avons tenté d'associer un client à chaque circuit. Nous avons également amélioré la répartition des coûts aux deux produits (circuits dédiés de transmission de données et circuits reliés au réseau électrique), en associant 30% des coûts aux circuits reliés au réseau électrique en guise de reconnaissance du fait que le réseau de télécommunications fut construit pour supporter les besoins et exigences du réseau électrique.

#### **2001**

En 2001, nous avons développé une méthodologie qui utilise la juste valeur marchande comme base de répartition des coûts. Elle expose le fait que TransÉnergie a été interfinancée par les autres unités d'affaires au cours des deux années précédentes, et redresse la situation.

On peut constater qu'en trois itérations, nous sommes partis d'une situation où la DPTI ne récupérait pas la totalité de ses coûts à une où nous répartissons de façon assez précise l'ensemble de nos coûts. Voilà qui explique largement l'écart de 30% en 2 ans.

Q3.3 Veuillez expliquer en quoi la nouvelle méthode est supérieure à l'ancienne.

**R3.3** La nouvelle méthode de tarification des circuits de télécommunications est supérieure à l'ancienne en ce qu'elle attribue plus justement les coûts aux utilisateurs et respecte donc les consignes quant à la pûreté des coûts et l'interfinancement. Selon l'ancienne méthode de coût moyen pondéré, TransÉnergie se voyait interfinancée par le reste des unités d'affaires. Celles-ci verront d'ailleurs diminuer leurs factures de circuits en 2001 par rapport à 2000.

Q3.4 Veuillez expliquer les deux modes de tarification en mettant l'emphase sur les différences.

**R3.4**

Méthode 1999	Méthode 2000	Méthode 2001
Deux types de circuits à prix unitaires fixes : circuits reliés au réseau électrique (29 326 \$) et circuits dédiés de transmission de données (2 290 \$).	Deux types de circuits à prix unitaires fixes : circuits reliés au réseau électrique (18 629 \$) et circuits dédiés de transmission de données (7 401 \$).	Chaque circuit a un prix unique qui reflète ses caractéristiques : débit, distance, etc. Le concept de prix unitaire n'est pas utilisé en 2001.
La répartition des coûts fut faite de façon relativement sommaire dû au manque d'expérience.  Une grande partie des circuits n'est pas associée à un client ou un produit et n'est ainsi pas facturée.	Une étude a déterminé que le réseau électrique devait absorber 51% des coûts du réseau de transmission de données, un facteur étant que les besoins du réseau électrique furent à l'origine de la mise en place du réseau de transmission de données.	Les prix des circuits font abstraction de leur vocation et sont déterminés uniquement à partir de leurs caractéristiques.
Inventaire très simple, par numéro et type de circuit. Le client n'est pas toujours identifié.	Inventaire très simple, par numéro et type de circuit, par client.	Inventaire complexe des caractéristiques détaillées de chaque circuit, par client.
Ne reflète pas le coût complet, car la moitié des circuits dédiés de transmission de données n'est pas facturée.	Reflète mieux le coût complet.	Reflète plus fidèlement le coût complet.

Q3.5 L'augmentation des charges de la DPTI suite à la modification de méthode est reflétée uniquement dans le revenu requis de 2001. Veuillez déterminer la charge résultante de la DPTI pour 1999 et 2000, si cette charge était calculée selon la méthode utilisée en 2001.

**R3.5 L'inventaire des caractéristiques nécessaire à la mise en œuvre de la nouvelle méthode de tarification n'était pas aussi développé pour les années 1999 et 2000. Par conséquent, il nous serait difficile d'appliquer rétroactivement la méthode 2001 sans devoir accepter une marge d'erreur considérable.**

4. **Références :** HQT-1, document 1, page 12 de 25  
HQT-13, document 17, page 3 de 66

**Préambule :**

Selon la demande amendée d'Hydro-Québec,

*“ les coûts imputables aux activités non réglementées de TransÉnergie, mesurés sur la base du coût complet, se chiffrent à 1,2 M\$... De plus, la plus grande partie de ce montant de 1,2 M\$ est comptabilisée dans les livres de sa société de gestion, TransÉnergie HQ inc. ”.*

Aussi, selon la réponse à une demande de renseignement de STOP/S.É. , les transactions de frais de transit avec Cedars Rapid limitée et de frais de licences avec TransÉnergie Technologies inc ont été comptabilisées au prix du marché.

**Demandes :**

- Q4.1 Veuillez détailler les montants des transactions de frais de licence avec TransÉnergie Technologies inc et indiquer dans quelles rubriques on les retrouve dans les dépenses nécessaires à la prestation du service.

**R4.1 À venir**

- Q4.2 Veuillez déposer un relevé des transactions impliquant des activités non réglementées, incluant la nature de l'activité, le montant de chaque transaction, l'entité affiliée avec laquelle la transaction a eu lieu, et la méthode utilisée (coût complet, marché ou autres)

**R4.2 À venir**

- Q4.3 Afin de permettre à la Régie d'identifier et de séparer les activités réglementées des activités non réglementées et de séparer les coûts communs aux deux catégories d'activités, tel que mentionné la pièce HQT-13, document 7 page 3 de 42, veuillez produire une liste de toutes les activités du service de transport, incluant à la fois les activités non réglementées et les activités réglementées. Si une telle liste n'existe pas, veuillez expliquer de quelle façon Hydro-Québec a identifié et séparé les activités réglementées et non réglementées et déposer tout document utilisé à cet effet.

**R4.3 Il n'existe pas une liste de toutes les activités du service de transport, incluant à la fois les activités non réglementées et les activités réglementées.**

Hydro-Québec a toutefois édité en octobre 1999 un *Guide d'identification* relatif à ses activités non réglementées, qui est déposé comme pièce HQT-13, document 1.1.1. Il faut bien noter que ce guide a été rédigé avant l'adoption du projet de loi 116, modifiant la *Loi sur la Régie de l'énergie*. De plus, il traite essentiellement de l'identification des activités non réglementées, le sujet de la séparation au coût complet n'y étant que cité puisque ce critère était déjà établi dans l'entreprise.

Q4.4 Étant donné que la politique présentée par Hydro-Québec ne fait pas directement allusion au transfert d'actifs, veuillez décrire la position d'Hydro-Québec quant au transfert d'actifs vers des affiliés ou provenant d'affiliés. Veuillez confirmer si d'autres transactions à l'exception de celle avec Connexim ont eu lieu et quelle méthode de prix de transfert a été utilisée lors de ces transactions.

**R4.4 Hydro-Québec se conforme aux principes comptables généralement reconnus au Canada à l'égard des opérations entre apparentés.**

Il n'y a pas eu de transfert d'actifs de transport vers des affiliés ou provenant d'affiliés, les seuls cas ayant concerné des actifs de production. Si une telle situation se présentait, Hydro-Québec proposerait que les prix de cession des équipements cédés soient établis selon leur valeur comptable conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Hydro-Québec soumettrait alors cette proposition conformément à la *Loi sur la Régie de l'énergie*.

Rappelons que Connexim, s.c., constitue un exemple d'entité juridique non réglementée affiliée à Hydro-Québec fournissant des services au transporteur d'électricité réglementé et que la règle générale précitée relative au prix de cession a été effectivement utilisée.

**5. Référence :** HQT-1, document 1, page 10-11

**Préambule :**

Dans sa politique de prix de cession, Hydro-Québec présente 5 critères d'identification et 5 critères de séparation qu'elle déclare avoir tous appliqués dans ce dossier. La décision D-99-120, pour sa part, demande le traitement suivant des activités non réglementées, soit que :

*“ En ce qui concerne les critères d'identification, la Régie réitère ce qu'Hydro-Québec et certains intervenants soulignent correctement, soit que la Loi sur la Régie de l'énergie prime sur tout autre critère d'identification des activités réglementées et non réglementées.*

*Enfin, dans le cadre des critères de séparation, la Régie admet l'utilisation de la méthode du coût complet comme règle générale d'allocation des coûts. Toutefois, dans le cas où Hydro-Québec estimerait nécessaire de déroger à cette règle générale, elle serait tenue de justifier l'utilisation d'une autre méthode. ”.*

**Demandes :**

Q5.1 Veuillez préciser de quelle façon le traitement des activités non réglementées tel que présenté par Hydro-Québec dans sa requête est différent de celui demandé par la Régie dans sa décision D-99-120.

**R5.1 En principe, le traitement des activités non réglementées dans la présente requête est conforme à celui demandé par la Régie dans sa décision D-99-120.**

Q5.2 Veuillez détailler la différence entre les méthodes utilisées et l'impact financier de cette différence.

**R5.2 La seule méthode utilisée est celle du coût complet. Il n'y a donc aucune différence à comptabiliser.**

**6. Référence :** HQT-13, document 1, page 36 de 171**Préambule :**

Selon la réponse à la demande de renseignements 25 de la Régie qui portait sur le détail des activités non réglementées, ces dernières semblent de 4 types (selon les données pour 2001), soit

1 Charges reliées aux activités de transport exercées à l'extérieur du Québec dont les coûts sont soustraits des charges directes ou "revenus externes"	1,2
2 Charges soustraies des charges directes ou "facturation interne"	28,2
3 Charges soustraies des charges directes et qui forment une partie des coûts capitalisés ou facturés sous la rubrique "autre facturation"	10,0
4 Charges soustraies des charges directes sans apparaître en réduction des dépenses nécessaires à la prestation du service de transport ou "récupération de coûts"	2,6
<b>Total</b>	<b>42,0</b>

**Demandes :**

Q6.1 Veuillez identifier la nature de tous ces types de charges, l'unité administrative et l'entité concernée pour chacun.

**R6.1 À venir**

Q6.2 Veuillez justifier le traitement différent des charges de type 2, 3 et 4 alors qu'à première vue, ce sont toutes des charges directes facturées à d'autres unités d'Hydro-Québec

**R6.2 À venir**

Q6.3 Veuillez fournir le détail des charges de plus de 1 M\$ et expliquer pourquoi ces activités ne sont pas réglementées si applicable

**R6.3 À venir**

Q6.4 Veuillez confirmer que ces charges sont toutes calculées selon la méthode du coût complet Si non, veuillez préciser pour chacun des cas la méthode utilisée.

**R6.4 À venir**

Q6.5 Veuillez concilier le 10,0M\$ ci-dessus avec le coût facturé de 13 M\$ que l'on retrouve à la pièce HQT-6, document 1, page 2 de 4.

**R6.5 À venir**

**7. Référence :** HQT-13, document 1, page 36 de 171

**Préambule :**

Selon la réponse à la demande de renseignements 25 de la Régie qui portait sur le détail des activités non réglementées, les charges de TransÉnergie HQ inc ne semblent pas incluses dans les dépenses nécessaires à la prestation du service de transport 2001 puisqu'elles ne sont pas soustraites desdites dépenses.

**Demandes :**

Q7.1 Veuillez fournir le montant des charges de TransÉnergie HQ inc pour 2001.

Q7.2 Veuillez identifier la nature de ces charges.

Q7.3 Veuillez fournir le détail des charges de plus de 1 M\$ et expliquer pourquoi ces activités ne sont pas réglementées si applicable.

**R7. TransÉnergie HQ inc. est une filiale d'Hydro-Québec qui gère les activités de diversification non réglementées de TransÉnergie, tel que plus amplement décrit à la pièce HQT-4, Document 1. Comme mentionné à ce témoignage écrit, les résultats associés à ces activités non réglementées sont isolés des activités de base réglementées de TransÉnergie. Hydro-Québec confirme, par la présente, qu'effectivement les charges de TransÉnergie HQ inc. ne sont pas incluses dans les dépenses nécessaires à la prestation du service de transport en 2001.**

**Vu le caractère non réglementé de TransÉnergie HQ inc. et le traitement ci-haut confirmé de ses charges, Hydro-Québec est d'avis que les renseignements demandés par la Régie aux questions 7.1, 7.2 et 7.3 ne sont ni utiles ni pertinents à la détermination des tarifs**

et conditions de transport d'électricité pour l'année témoin 2001.

8. Référence : HQT-13, document 1, page 63 de 171

**Préambule :**

Le principe du coût complet, bien que simple, se présente sous la forme de méthodologies de calcul adaptées à la nature des activités réparties.

**Demandes :**

Q8.1 Bien qu'Hydro-Québec ait expliqué le principe général de fonctionnement de la répartition au coût complet, le détail des méthodes n'est pas connu. De quelle façon Hydro-Québec a-t-elle établi les méthodologies de coût complet dans chacun des cas applicables? Existe-t-il un manuel qui détaille le processus technique?

**R8.1 Hydro-Québec a élaboré les principes du coût complet d'une unité d'affaires ou d'un produit mais ne dispose pas du détail des méthodologies pour chaque unité ou pour chaque produit. Les orientations d'entreprise en matière de comptabilité de gestion relatives à la facturation interne traitent entre autres de ces principes et sont déposées comme pièce HQT-13, Document 1.1.2.**

Par ailleurs, nous vous avons fourni le détail des composantes du coût complet pour une unité d'affaires dans le cadre de notre réponse du 5 octobre 2000 aux questions 16a) et b) de l'intervenant Option consommateur (voir la pièce HQT-13, Document 12, pages 24 et 25). Nous vous avons également fourni le détail des composantes du coût complet d'un produit ou d'un service facturable à la pièce HQT-5, Document 2, page 8. Aucun détail n'existe à date pour le coût complet d'une activité réglementée ou non réglementée; c'est le principe général qui s'applique.



Q8.2 Veuillez déposer ce manuel s'il existe.

**R8.2 Voir notre réponse à votre question 8.1 précédente.**

Q8.3 Hydro-Québec a-t-elle élaboré, un manuel qui détaille les méthodologies utilisées pour toutes les activités, les transactions de l'exercice et les codes de conduite reliés à de telles activités ou " cost allocation manual " ? Si oui, le produire.

**R8.3 Voir notre réponse à votre question 8.1 précédente.  
Hydro-Québec n'a pas de "Cost allocation manual".**

**9. Référence :** HQT-13, document 1, page 126 de 171

**Préambule :**

Des précisions seraient nécessaires afin de mieux comprendre la comparaison du revenu requis révisé de 1997 et du revenu requis de l'année témoin projetée 2001.

**Demandes :**

Q9.1 Selon l'explication fournie, une partie de cette augmentation, soit 21M\$, est due au rendement sur les capitaux propres. Le reste de l'augmentation est attribué à l'introduction de la méthode du coût complet et à l'augmentation des charges de la DPTI. Veuillez préciser la composition de l'augmentation des charges des unités de services et du Corporatif (137M\$).

**R9.1 Le tableau suivant détaille les montants qui expliquent l'augmentation de 137 M\$ des charges de services partagés et du Corporatif.**

**Il est important de mentionner que la quantification exacte de ces explications ne s'avère pas possible. Les données de 1997 concernant les unités de service ne sont pas comparables aux données de 2001 suite à la mise en application du système SAP.**

**De façon à répondre au mieux à la demande de la Régie, Hydro-Québec estime les montant relatifs à chacune des explications. En raison de l'information limitée à sa**

disposition, Hydro-Québec insiste sur la nature approximative des montants qui sont fournis.

*Évolution des charges de services partagés et du Corporatif  
TransÉnergie  
1997 à 2001*

	Méthode d'allocation	Croissance des charges	Rendement	Total
DPTI	44 M\$	73 M\$	18 M\$	135 M\$
Autres unités de services et Corporatif	( 25 M\$)	24 M\$	3 M\$	2 M\$
Total	19 M\$	97 M\$	21 M\$	137 M\$

Les modifications apportées à la méthode d'allocation ont eu pour effet d'imputer au total 19 M\$ de plus en termes de charges de services partagés et du Corporatif à TransÉnergie. Ce changement de méthode permet de refléter la consommation réelle de services par TransÉnergie.

La méthode utilisée en 1997 attribuait essentiellement à TransÉnergie un pourcentage fixe de charges des unités de services et du Corporatif. Ce pourcentage correspondait en gros à la proportion des charges directes de transport. Lors de l'élaboration du revenu requis de 1997, 26 % du total des charges des unités de service ont ainsi été imputées à TransÉnergie.

En contrepartie, l'introduction de la facturation interne à coût complet a pour effet d'imputer, pour l'année projetée 2001, 35 % des charges totales de DPTI à TransÉnergie. La facturation interne à coût complet a donc contribué, dans le cas de DPTI, à l'augmentation des charges de services partagés pour un montant de 44 M\$. Pour ce qui est des autres unités de services et du Corporatif, 22 % environ du total de leurs charges sont facturées à coût complet à TransÉnergie, réduisant ainsi le revenu requis de 2001 d'un montant approximatif de 25 M\$.

La croissance des activités des unités de services et du Corporatif a contribué pour environ 97 M\$ à l'augmentation de la facture payée par TransÉnergie. La

majeure partie de cette augmentation, soit 73 M\$, vient de la DPTI, le reste étant attribuable aux autres unités de services et au Corporatif.

Finalement, une augmentation de 21 M\$ provient de l'introduction du rendement dans les composantes du coût complet de la facturation interne.

Q9.2 Veuillez attribuer les montants relatifs à chacune des deux raisons et fournir toute autre information et chiffre permettant de détailler et mieux comprendre la comparaison.

**R9.2 Voir notre réponse à votre question 9.1 précédente.**

**10. Références :** Demande révisée relative à la modification des tarifs de transport d'électricité, page 7, 2<sup>e</sup> paragraphe.  
HQT-5, document 4.1  
HQT-13, document 1, page 3, R2.1  
HQT-13, document 1, pages 9-10 , R6.4

**Préambule :**

Par sa requête amendée, Hydro-Québec demande, entre autres, à la Régie d'“ **AUTORISER** les projets d'expansion et de modification du réseau, de même que les autres projets d'investissements inscrits dans le budget d'investissements 2001 soumis par le transporteur”.

En réponse à la demande de renseignements 2.1 de la Régie, Hydro-Québec réitère sa demande en lien avec les pouvoirs de la Régie prévus au paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 49 de la Loi.

En réponse à la demande de renseignements 6.4 de la Régie, il est indiqué  
“ *Présentement, la planification des investissements est organisée par enveloppe selon les paramètres/orientations stratégiques d'Hydro-Québec. À ce stade-ci, notre planification détaillée des investissements pour 2001 n'est pas complétée, mais plutôt orientée en fonction des projets majeurs (voir tableau suivant). ...* ”

À la lecture de la nouvelle pièce HQT-5, document 4.1, à laquelle réfère la réponse R6.4, on constate que, pour les investissements qui y sont identifiés, soit les investissements dont la valeur totale est supérieure à 5 M\$, les montants des investissements sont fournis selon les 3 catégories suivantes :

- “ 2000 et - ”

- “ 2001 ”
- “ 2002 - 2004 ”

Cependant, la pièce n'indique pas l'année prévue de mise en exploitation et la valeur globale des investissements jusqu'à leur mise en exploitation. Cette information est par ailleurs fournie dans le tableau à la réponse R6.4 dans le cas de certains projets, qualifiés de majeurs, sauf pour 2 projets non approuvés.

**Demandes :**

Q10.1 Veuillez préciser quelles sont les enveloppes auxquelles la réponse R6.4 réfère.

**R10.1 À venir**

Q10.2 Veuillez préciser si le budget d'investissements inclut le coût en capital et autres frais financiers. Dans la négative, veuillez les fournir.

**R10.2 À venir**

Q10.3 Veuillez identifier, en les distinguant de la façon décrite ci-après, les projets d'expansion et de modification du réseau, de même que les autres projets d'investissements contenus au budget d'investissements 2001 pour lesquels Hydro-Québec demande une autorisation :

**R10.3 Par sa demande révisée relative à la modification des tarifs de transport d'électricité, Hydro-Québec demande, entre autres, à la Régie, comme le font régulièrement les distributeurs gaziers dans leurs causes tarifaires, d'autoriser non pas tous les projets d'expansion et de modification de réseau et les autres projets d'investissements sur une base individuelle mais plutôt par enveloppe budgétaire, par catégorie de projets ou par budgets d'investissements. Hydro-Québec est d'avis que les raisons qui font que la Régie autorise ainsi les budgets d'investissements des distributeurs gaziers s'appliquent aussi au transporteur d'électricité. La Régie a déjà reconnu que, dans la plupart des cas, les investissements prévus, en début de période, pour l'entretien du réseau, l'addition de clients ou l'amélioration aux installations existantes,**

par exemple, ne peuvent tous être précisés. Hydro-Québec ne voit pas pourquoi le transporteur d'électricité devrait être traité différemment des distributeurs de gaz naturel alors que les mêmes dispositions législatives s'appliquent à la fixation ou modification de leurs tarifs respectifs

Q10.3.1 Les projets qui, selon Hydro-Québec, devraient être considérés, à ce jour, comme réputés prudemment acquis et utiles pour l'exploitation du réseau de transport en vertu des lois en vigueur, en indiquant pour chaque projet :

- i) la référence à la ou les disposition(s) législative(s) pertinente(s) ;
- ii) l'identification précise des conditions énoncées à la disposition visée à i) auxquelles le projet répond ;
- iii) le montant des investissements prévus en 2001 ;
- iv) le cas échéant, le montant des investissements additionnels prévus jusqu'à leur mise en exploitation, incluant le coût en capital et autres frais financiers.

**R10.3.1 L'article 164.1 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* ("la Loi") stipule que sont réputés prudemment acquis et utiles pour l'exploitation d'un réseau de transport les actifs en exploitation inscrits aux registres comptables du transporteur d'électricité au 16 juin 2000, date de l'entrée en vigueur de l'article 55 de la *Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'énergie et d'autres dispositions législatives* (2000, ch. 22), ceux inscrits entre cette date et la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 73 de la Loi, les actifs dont la construction est autorisée ou exemptée d'autorisation par la loi ou par le gouvernement conformément à la loi, au 16 juin 2000, et ainsi que les actifs dont la construction est autorisée ou exemptée d'autorisation par le gouvernement conformément à la loi, entre le 16 juin 2000 et la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 73 de la Loi.**

Il en résulte que seuls les projets qui ne sont pas exemptés de l'application de l'alinéa 7 de l'article 29 de la *Loi sur Hydro-Québec* et qui n'auraient pas déjà reçu l'approbation du gouvernement en vertu de cette disposition de la *Loi sur Hydro-Québec* avant l'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 73 de la Loi, ne seraient pas alors réputés prudemment acquis et utiles pour l'exploitation du réseau de transport d'électricité au sens de l'article 164.1 de la Loi.

Les projets de construction d'immeubles qui requièrent une autorisation préalable du gouvernement en vertu de l'alinéa 7 de l'article 29 de la *Loi sur Hydro-Québec* sont ceux décrits au Décret numéro 554-81 du 25 février 1981 dont une copie a déjà été déposée comme première partie de la pièce *HQT-13, Document 18.1 (en liasse)* au présent dossier au soutien de la demande révisée du transporteur d'électricité.

Hydro-Québec est à revoir, cas par cas, tous les projets d'expansion et de modification de réseau de transport d'électricité et les autres projets d'investissements contenus au budget d'investissements 2001 du transporteur d'électricité connus à ce jour afin de déterminer ceux qui ne sont pas exemptés de l'application de l'alinéa 7 de l'article 29 de la *Loi sur Hydro-Québec* et qui n'ont pas encore reçu l'autorisation préalable du gouvernement. S'il y en a, Hydro-Québec les précisera à la Régie, dès que possible.

Ne connaissant pas la date à laquelle le premier règlement pris en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 73 de la Loi entrera en vigueur, Hydro-Québec ne peut préciser lesquels de ces projets, le cas échéant, n'auront pas reçu l'autorisation préalable du gouvernement en temps opportun pour l'application de l'article 164.1 de la Loi.

Q10.3.2 Pour les projets non couverts en 8.3.1, veuillez démontrer en quoi ils devraient également être considérés comme

prudemment acquis et utiles. À cette fin, veuillez fournir les renseignements suivants, en présentant les projets soit de façon regroupée par catégorie ou finalité, ou soit par projet spécifique lorsqu'il s'agit d'un projet dont le coût total jusqu'à sa mise en exploitation est important par rapport aux autres projets :

- a) la description générale de ces investissements et leurs objectifs ;
- b) les coûts qui y sont associés, en distinguant les coûts prévus en 2001 et les coûts totaux qui seront encourus jusqu'à leur mise en exploitation, incluant le coût en capital et autres frais financiers, et en précisant l'année de mise en exploitation ;
- c) les critères retenus par Hydro-Québec ayant permis de sélectionner ces projets et de justifier leur inclusion au budget d'investissements ;
- d) les engagements contractuels des clients et leurs contributions financières, le cas échéant ;
- e) l'effet prévu de ces investissements sur les tarifs, incluant une analyse de sensibilité ;
- f) l'impact de ces investissements sur la fiabilité du réseau de transport d'électricité et sur la qualité de prestation du service de transport ;
- g) toute autre information que le transporteur jugera utile pour démontrer l'utilité et la prudence de ces investissements.

**R10.3.2 Voir notre réponse à votre question 10.3.1 précédente.**

Q10.4 Veuillez préciser quels sont les critères en vertu desquels vous qualifiez un projet de " *majeur* " .

**R10.4 À venir**

**11. Référence :** HQT-5, document 4.1, page 29

**Préambule :**

À la pièce HQT-5, document 4.1, à la catégorie “ *Plan d'affaires* ”, le budget d'investissement 2001 prévoit des investissements à l'égard du raccordement du site Tournustouc ainsi qu'une nouvelle ligne à 735 kV entre les postes Montagnais et Micoua.

**Demande :**

Q11.1 Veuillez présenter les engagements pris par le client ou les clients (conventions d'étude d'impacts ou d'avant projet) auprès du transporteur concernant la réalisation de ces projets d'investissements et pour lesquels une autorisation est demandée à la Régie.

**R11.1 TransÉnergie précise d'abord qu'elle ne prévoit pas d'addition de ligne 735 kV pour réaliser l'intégration de la centrale Tournustouc. La nouvelle ligne envisagée dans le scénario présentement sous étude est une ligne de type monoterne 315 kV entre les postes Tournustouc et Micoua.**

Quant aux engagements pris par le client, vous référer à la pièce HQT-4, document 3.6 intitulée :

***Convention Cadre pour l'intégration au réseau de transport de nouvelles ressources en réseau, entre TransÉnergie, une division d'Hydro-Québec et Hydro-Québec, Groupe Services Énergétiques et Hydro-Québec, Groupe Production en date du 18 mars 1999***

**12. Référence :** HQT-13, document 1, page 7.

**Préambule :**

En réponse à la demande de renseignements 7.1, il est indiqué que :

*“ Compte tenu des difficultés que nous entrevoyons d'élaborer un indicateur sur les charges d'exploitation que l'on puisse comparer et baliser par rapport à l'industrie, Hydro-Québec ne peut s'engager sur un*



*délai précis. Cette question sera néanmoins analysée et un rapport sera présenté dès que possible. ”*

**Demande :**

Q12.1 Veuillez préciser si ce rapport sera déposé dans le cadre de la présente cause tarifaire. Si oui, vers quelle date?

**R12.1 Pour les motifs évoqués en réponse à la demande de renseignement 7.1 de la Régie, Hydro-Québec ne croit pas être en mesure d’amorcer et de compléter son rapport en temps opportun pour en disposer lors de la présente audience tarifaire.**

**13. Référence :** HQT-13, document 1, page 13

**Préambule :**

En réponse à la demande de renseignements 12.1, il est mentionné :

*“ Il n’y a pas d’indice actuellement qui permette de mesurer notre performance à l’égard de la santé et sécurité des personnes autres que les employés. TransÉnergie prend note de la demande de la Régie et verra à la possibilité de développer un indicateur qui permet de mesurer la performance du transporteur à cet égard et de se baliser. ” .*

**Demande :**

Q13.1 Veuillez préciser si cette proposition sera déposée dans le cadre de la présente cause tarifaire. Si oui, vers quelle date?

**R13.1 Les recherches effectuées par TransÉnergie révèlent qu’il existe auprès d’Hydro-Québec un indicateur mesurant le nombre de décès provoqués par électrocution dans la population en général. Cet indicateur est donc global et mesure l’impact de tout événement causé par l’utilisation de l’électricité, principalement dans les installations d’Hydro-Québec dédiées à la distribution. Cet indicateur ne permet pas de distinguer spécifiquement les cas d’électrocution dans les installations du transporteur. Hydro-Québec poursuit ses recherches en cette matière mais ne croit pas être en mesure de développer un tel indicateur en**

**temps opportun pour en disposer lors de la présente audience tarifaire.**

**14. Référence :** HQT-13, Document 1, pp.94-95 de 171.

**Préambule :**

Le Dr Morin affirme, dans sa réponse à la demande de renseignement concernant la pondération des données canadiennes par rapport aux données américaines aux pages 94 et 95, que :

*“ I assigned equal weight to the results from his six risk premium studies. I started with the premise that equal weight should be accorded to historical and prospective risk premium results regardless of origin because each proxy brings information to the judgment process from a different light. I assign equal weight to the U.S. risk premium results relative to Canadian risk premiums for three principal reasons ... ”.*

**Demandes :**

Q14.1 Veuillez produire, en chiffres, la pondération des données canadiennes par rapport aux données américaines dans l'estimation de la prime de risque du transporteur résultant de la moyenne des six échantillons utilisés.

**R14.1 In estimating the market risk premium for inclusion in the CAPM estimate, I relied on five studies, three of which rely on Canadian data and two on U.S. data. In arriving at the final estimate of the appropriate risk premium for TransEnergie, I relied on six estimates, two of which rely on Canadian data and four on U.S. data. The four U.S. based studies could not be performed on Canadian data due to the absence of risk premium data and the paucity of comparable risk utilities with sufficient historical market data in Canada.**

**15. Références :** HQT-13, document 1, page 105  
HQT-13, document 1, pages 125 et 128

**Préambule :**

La réponse à la demande de renseignements 61.2 de la Régie indique que la détermination des tarifs du service de point à point doit répondre à certains

critères comme par exemple ceux émis par la FERC dans son "Transmission Pricing Policy Statement" émis en 1993, parmi lesquels:

- *“ Promouvoir l'équité, c'est à dire qu'il ne devrait pas y avoir d'interfinancement entre les tiers et les clients existants et que tout changement à la tarification des services de transport devrait avoir le moins d'impact possible sur les clients. ” :*

Par ailleurs, en réponse à la demande de renseignements 71.3 de la Régie, Hydro-Québec affirme que

*“ Les écarts dans les composantes du revenu requis de 1997 présenté en 71.1 et le revenu requis établi selon le modèle actuel tel que montré en 71.2 proviennent d'un changement de méthode de calcul. L'introduction de la séparation fonctionnelle des activités de l'entreprise, l'implantation du système comptable SAP et l'application de la facturation interne au coût complet sont autant de facteurs qui permettent d'identifier de façon beaucoup plus précise les charges, produits et actifs associés au transport<sup>1</sup>. ”*

Dans sa même réponse, Hydro-Québec fournit également un tableau comparatif des éléments des revenus requis de 1997 et 2000, avec, en note de bas de page (3), la mention suivante:

*“ La méthode utilisée pour établir le tarif en 2001 diffère de celle utilisée pour le tarif de 1997. Selon la même méthode qu'en 2001, la pointe de la charge locale de 1997 aurait été inférieure de 966 MW. Par conséquent, le tarif en 1997 aurait été de 73,23 \$/kW, soit un écart de 2,7 % seulement par rapport au tarif de 75,18 \$/kW proposé pour 2001 ”.*

#### **Demandes :**

Q15.1 Veuillez préciser les méthodes utilisées en 1997, et les changements par rapport à celles-ci, dans les méthodes proposées par Hydro-Québec pour la détermination des revenus requis et des tarifs pour 2001. Veuillez expliciter votre réponse en identifiant les méthodes et changements de méthodes portant sur:

- les composantes du revenu requis (rendement et charges),
- la détermination du revenu résiduel,
- la ou les méthodes d'allocation des coûts entre les services charge locale, réseau intégré et point à point de long terme, sur laquelle se basent les tarifs annuels,
- la ou les méthodes d'allocation des coûts utilisée pour le calcul des tarifs mensuels;

<sup>1</sup> HQT-13, Document 1, page 125

- le passage des coûts mensuels aux tarifs hebdomadaire, quotidien et horaire.

Q15.2 Veuillez évaluer l'impact sur les clients des services charge locale, réseau intégré et point à point, induit par chacun des changements de méthodes décrits ci-dessus.

#### **R15.1 et 15.2**

- **Composantes du revenu requis**

En ce qui a trait aux composantes du revenu requis, la comparaison entre la méthode utilisée en 1997 et celle de 2001 a fait l'objet de la question 71 de la Régie lors de la première demande de renseignements (voir la pièce HQT-13, document 1, pages 121 à 128). L'impact du changement de méthode est quantifié dans la réponse d'Hydro-Québec à la question 9 de la Régie de la présente demande de renseignements. Cet impact est évalué à 40 M\$ (21 M\$ de rendement et 19 M\$ de charges) soit une hausse de 1,5 %.

- **Détermination du revenu requis résiduel**

En 1997, il avait été prévu que les contrats d'exportation en vigueur avant 1997 (NEPOOL, VJO, NYPA) bénéficieraient de la clause "grand-père" et seraient facturés pour un montant de 155 M\$ (voir le tableau de la pièce HQT-13, document 1, page 128). Ce montant a été soustrait des revenus requis totaux lors du calcul des revenus requis résiduels.

Cependant, après la mise en vigueur des tarifs actuels de transport, ces contrats ont été en pratique facturés au prix actuel de 71,09 \$/kW.

Si en 2001, ces contrats continuaient de bénéficier de la clause "grand père", il n'y aurait aucun impact sur les tarifs de transport puisque la part des revenus requis attribuée à ces contrats d'exportation serait établie à partir du tarif annuel, soit le prix payé par les autres clients utilisant un service de transport de long terme.

- La ou les méthodes d'allocation des coûts entre les services charge locale, réseau intégré et point à point de long terme, sur laquelle se basent les tarifs annuels

Tout comme la méthode proposée pour 2001, celle utilisée en 1997 ne fait pas appel à une allocation spécifique du coût entre les différents services de transport. Elle établit plutôt les tarifs de transport à partir des revenus requis résiduels et des besoins prévus de transport.

Toutefois, contrairement à la prévision des besoins de la charge locale pour 1997, celle pour l'année 2001 exclut les besoins qui ne font pas partie de la charge locale du transporteur ou qui ne sont pas intégrés à sa planification, soit la demande des réseaux autonomes, la consommation des centrales d'Hydro-Québec, les livraisons aux réseaux voisins québécois, la demande satisfaite par la production de la centrale McCormick et la demande associée à la tarification en temps réel (TTR), soit la demande marginale des clients des tarifs LR et MR. Ces charges sont estimées à 1 044 MW au moment de la pointe annuelle prévue en 2001 (voir la pièce HQT-13, document 1, page 27). Ces mêmes charges correspondent à 966 MW en 1997.

L'introduction de ces ajustements a pour conséquence de réduire de 8 M\$ la facture de la charge locale et d'augmenter d'un montant équivalent celle des clients du service de point à point de long terme.

- Méthode d'allocation des coûts utilisée pour le calcul des tarifs mensuels

La méthode de calcul du tarif mensuel utilisée en 1997 est la même que celle proposée pour 2001 (voir la pièce HQT-10, Document 1, pages 24 et 25).

- Passage des coûts mensuels aux tarifs hebdomadaire, quotidien et horaire

La méthode de calcul des tarifs hebdomadaire, quotidien et horaire utilisée en 1997 est la même que

celle proposée pour 2001 (voir la pièce HQT-10, Document 1, pages 25 et 26).

▪ Évaluation de l'impact sur les clients

Le tableau suivant présente les impacts sur la facture des clients de transport qui résultent des changements de méthodes par rapport à 1997.

Service de transport	Revenus requis	Besoins de transport	Effet net	Impact sur la facture
Charge locale	36 M\$	(8 M\$)	28 M\$	1,2 %
Réseau intégré	0 M\$	0 M\$	0 M\$	0,0 %
Point à point de long terme	4 M\$	8 M\$	12 M\$	4,3 %
Point à point de court terme	0 M\$	0 M\$	0 M\$	0,0 %
<b>Total</b>	<b>40 M\$</b>	<b>0 M\$</b>	<b>40 M\$</b>	<b>1,5 %</b>

Q15.3 Veuillez établir à combien s'établiraient les tarifs pour chacun des services du transport si les méthodes de 1997 étaient appliquées pour la détermination des tarifs de 2001.

**R15.3 Voir tableau suivant**

**Répartition des revenus requis**  
**Selon la méthode de calcul utilisée en 1997**

	Année 2001		
	Revenus requis (M\$)	MW	Tarif annuel (\$/kW)
Total des revenus requis à récupérer	2 645 <sup>(1)</sup>	36 614	-
Ventes à court terme	11	s/o	
Revenus requis résiduels	<b>2 634</b>	<b>36 614</b>	<b>71,94</b>
Service de point à point annuel <sup>(2)</sup>	277	3 844	71,94
Revenus requis résiduels nets des revenus de point à point	2 357	32 770	71,94
Service en réseau intégré	0	0	71,94
Charge locale	2 357	32 770 <sup>(3)</sup>	71,94
Somme des capacités maximales appelées mensuelles (MW)		344 078	
Service de point à point			
Tarif annuel (\$/kW-an)			71,94
Tarif mensuel (\$/kW-mois)			7,66
Tarif hebdomadaire (\$/kW-semaine)			1,90
Tarif quotidien (\$/kW-jour)			0,38
Tarif horaire (\$/kW-heure)			15,83

(1) 2 685 M\$ - 40 M\$ = 2 645 M\$

(2) Incluant les contrats d'exportation facturés au même prix que celui du service de point à point de long terme.

(3) 31 726 MW + 1 044 MW = 32 770 MW

Q15.4 Veuillez indiquer le détail du calcul qui permettrait d'expliquer pourquoi la pointe de la charge locale de 1997 aurait été inférieure de 966 MW.

**R15.4 Le tableau suivant présente le calcul des besoins de transport pour 1997 en appliquant la méthode proposée pour 2001. Il en résulte que la pointe de la charge locale de 1997 serait inférieure de 966 MW.**

Charge locale du transporteur Pointe annuelle normalisée de l'année 1997 (MW)	
<b>Besoins québécois</b>	<b>31 130</b>
<b>Besoins à exclure</b>	
Réseaux autonomes	(49)
Consommation des centrales d'Hydro-Québec	(98)
Livraisons aux RVQ et production McCormick <sup>(a)</sup>	(683)
Marginal TTR	(136)
<b>Total</b>	<b>(966)</b>
<b>Charge locale du transporteur</b>	<b>30 164</b>

(a) Livraisons selon ententes aux réseaux voisins québécois et demande satisfaite par la production de la centrale McCormick de La Compagnie Hydroélectrique Manicouagan.

- 16. Références :** HQT-13, document 12, page 6  
HQT-13, document 1, page 114  
HQT-10, document 2.1, page 2 de 2

**Préambule :**

Dans la réponse d'Hydro-Québec à la demande de renseignements 2h d'Option Consommateurs, il est mentionné que la méthode basée sur les pointes non coïncidentes " *sert notamment à répartir des coûts de certaines composantes du réseau de transport qui s'associent davantage au niveau des clients qu'à la pointe du réseau (ex : la répartition et la transformation)* ".

En réponse à la demande de renseignements 65.3 de la Régie, Hydro-Québec indique ce qui suit:

*" Le réseau à très haute tension et les postes de départ représentent des investissements qui ont pour objectif de répondre à la demande de*



*pointe et qui sont directement fonction de la capacité installée du réseau. Comme la presque totalité de ces coûts sont fixes, ils sont donc alloués entièrement en puissance ”*

Le tableau fournit à la pièce HQT-10, document 2.1 établit les coûts par fonction.

**Demandes :**

Q16.1 Veuillez décrire les composantes du réseau de transport qui “ s’associent davantage au niveau des clients qu’à la pointe du réseau ”. À quelle fonction figurant à la pièce HQT-10, document 2.1 ces composantes de réseau sont-elles associées?

**R16.1 Les composantes du réseau de transport qui peuvent s’associer davantage au niveau des clients sont les équipements de répartition, de transformation et de raccordement. Ils figurent aux fonctions des postes de transformation THT/HT (44kV à 315 kV), des lignes de transport HT (44kV à 315 kV) et des postes de transformation HT/MT (25 kV), tel que détaillé à notre réponse à votre question 24.1.**

Q16.2 Veuillez indiquer pour chacune des années 1999, 2000 et 2001, le poids de ces composantes dans le réseau de transport, exprimé en pourcentage de km de lignes, en pourcentage de nombre de postes et en pourcentage de coûts.

**R16.2 En fonction des données réelles de 1999, le poids de ces composantes est de l’ordre de 80% du nombre de postes, entre 40% et 50% des kilomètres de lignes, et environ 20% des coûts.**

**Le résultat de ces clés de répartition montre un très grand écart qui s’explique principalement par les différences de coût unitaire entre les composantes du réseau. Ce résultat suggère également que l’utilisation du nombre de postes ou du nombre de kilomètres de lignes comme règle d’allocation des coûts serait très discutable tout en étant difficile à interpréter.**

Q16.3 Veuillez produire les facteurs de coïncidence à la pointe du réseau de transport pour chacune de ces composantes de réseau et ce, pour chacune des années 1999, 2000 et 2001.

**R16.3 L'information demandée n'est pas disponible. Généralement, cette information est calculée au niveau des catégories tarifaires. Pour établir correctement les facteurs de coïncidence des différentes composantes du réseau de transport, un exercice de compilation équivalent à deux mois de travail serait nécessaire. Par contre, on peut dire de façon générale que le facteur de coïncidence de l'ensemble des composantes du réseau de transport est élevé compte tenu de l'importance du chauffage électrique au Québec.**

Q16.4 Veuillez identifier, le cas échéant, les investissements autres que le réseau à très haute tension et les postes de départ, qui ont pour objectif premier de répondre à la demande de pointe.

**R16.4 Compte tenu de la réponse à la question 16.3, tout le réseau de transport est construit pour faire face à la demande de pointe. Ainsi, tous les investissements sur le réseau de transport ont pour finalité de permettre de rencontrer la demande de pointe des clients.**

Rappelons que les réponses d'Hydro-Québec citées en préambule, qui mentionnent que certaines composantes "s'associent davantage au niveau des clients qu'à la pointe du réseau" et que "le réseau à très haute tension et les postes de départ représentent des investissements qui ont pour objectif de répondre à la demande de pointe et qui sont directement fonction de la capacité installée du réseau", ont servi d'explication à des questions précises et qu'elles ne se voulaient pas limitatives, la mention spécifique de certains éléments du réseau n'excluant pas nécessairement les autres éléments du réseau.

**17. Référence :** HQT-13, document 1, page 116

**Préambule :**

Dans le schéma théorique d'allocation des coûts en puissance et en énergie fourni en page 116 dans la réponse à la demande de renseignements 67.1, il est fait mention du coût des pertes comme composante des coûts en énergie.

**Demandes**

Q17.1 Veuillez indiquer à combien se chiffrent en \$ et en GWh, les pertes en énergie du réseau de transport pour chacune des années 1999, 2000 et 2001 .

**R17.1 Le Transporteur n'assume aucun coût au niveau des pertes du réseau de transport, puisque ces pertes sont compensées par les clients des services de transport. Pour effectuer un transit sur le réseau de transport, les clients doivent : 1) fournir au point de réception du réseau une capacité qui correspond à la charge à livrer au point de livraison majorée du taux de pertes; 2) payer pour le transport des pertes et de la charge au point de livraison.**

**Du point de vue du client, les coûts de transport associés aux pertes en M\$, ainsi que les quantités en GWh et en MW sont présentés dans le tableau suivant :**

	1999	2000	2001
Pertes en M\$ <sup>(a)</sup>	124	128	132
Pertes en GWh	8 837	n/d <sup>(b)</sup>	n/d <sup>(b)</sup>
Pertes en MW moyens <sup>(c)</sup>	1 675	1 735	1 758

<sup>(a)</sup> Les montants en M\$ déboursés par les clients des services de transport pour compenser les pertes de transport sont établis à partir de la facturation réelle ou prévisionnelle des services de transport en 1999 et 2000, et à partir du revenu requis en 2001.

<sup>(b)</sup> Les pertes du réseau de transport en GWh pour les années 2000 et 2001 ne peuvent être évaluées puisque les réservations du service de point à point sont fonction des MW et non de l'énergie. Les quantités d'énergie du service de point à point sont influencées par les conditions de marché et ne seront disponibles qu'à la fin de chaque année.

<sup>(c)</sup> Les pertes en MW moyens sont déduits à partir de la charge locale et de la réservation de long terme du service de point à point.

Q17.2 Veuillez fournir la quantité d'énergie au point de réception et au point de livraison, ainsi que le volume des pertes en énergie (en GWh) d'une part pour la partie du réseau dont l'objectif premier serait de répondre à la demande de pointe, et d'autre part pour le reste du réseau et ce, pour chacune des années 1999, 2000 et 2001.

**R17.2 L'ensemble des installations de transport ont pour objectif de répondre à la demande de pointe. TransÉnergie évalue les pertes de transport sur une base globale à partir de mesures effectuées pour la conduite du réseau, sans avoir en place des équipements qui mesurent spécifiquement les pertes. Il est par conséquent difficile d'avoir des niveaux de pertes par composante, compte tenu de la complexité du réseau de transport.**

**Les quantités d'énergie et de puissance aux points de livraison et de réception, ainsi que les pertes du réseau de transport en 1999, 2000 et 2001 sont présentées dans le tableau suivant :**

Année	1999		2000		2001	
	GWh	MW <sup>(b)</sup>	GWh <sup>(a)</sup>	MW <sup>(b)</sup>	GWh <sup>(a)</sup>	MW <sup>(b)</sup>
Point de réception	179 987	34 004	n/d	34 842	n/d	35 570
Pertes	8 837	1 675	n/d	1 735	n/d	1 758
Point de livraison	171 150	32 329	n/d	33 107	n/d	33 812

<sup>(a)</sup> Les quantités d'énergie du réseau de transport en GWh pour les années 2000 et 2001 ne peuvent être évaluées puisque les réservations du service de point à point sont fonction des MW et non de l'énergie. Les quantités d'énergie du service de point à point sont influencées par les conditions de marché et ne seront disponibles qu'à la fin de chaque année.

<sup>(b)</sup> Les quantités en puissance sont établies à partir de la pointe de la charge locale et de la réservation de long terme du service de point à point.

Q17.3 Veuillez fournir les informations demandées en 17.1 et 17.2 pour ce qui est de la puissance.

**R17.3 Voir nos réponses à vos questions 17.1 et 17.2.**

**18. Référence :** HQT-13, document 1, page 118

**Préambule :**

La réponse d'Hydro-Québec à la demande de renseignements 69.1 de la Régie stipule :

*“ Tel qu'expliqué à la pièce HQT-10, Document 1, page 25 de 66, le tarif mensuel proposé par TransÉnergie fournit globalement le même niveau de revenus que le tarif annuel proposé, lorsqu'on applique chacun de ceux-ci à leur pointe périodique respective ”.*

**Demande :**

Q18.1 Veuillez fournir les calculs et résultats chiffrés permettant de constater que “ le tarif mensuel proposé par TransÉnergie fournit globalement le même niveau de revenus que le tarif annuel proposé, lorsqu'on applique chacun de ceux-ci à leur pointe périodique respective ”.

**R18.1 L'application du tarif annuel de 75,18 \$/kW à la pointe maximale prévue pour l'année 2001, celle-ci étant composée de la pointe maximale prévue pour la charge locale (31 726 MW) et des réservations prévues pour le service de point à point de long terme (3 844 MW), fournit des revenus de 2 674 M\$ (35 570 MW x 75,18 \$/kW = 2 674 M\$).**

**Comme démontré au tableau suivant, l'application du tarif mensuel de 8,02 \$/kW à chacune des pointes mensuelles prévues pour l'année 2001 fournit également des revenus de 2 674 M\$ :**

<b>Année 2001</b>	<b>Charge locale (MW)</b>	<b>Réservations de point à point (MW)</b>	<b>Besoins totaux prévus (MW)</b>	<b>Tarif mensuel (\$/kW)</b>	<b>Revenus prévus (M\$)</b>
Janvier	31 726	3 844	35 570	8,02	285
Février	29 968	3 844	33 812	8,02	271
Mars	27 609	3 844	31 453	8,02	252
Avril	23 866	3 844	27 710	8,02	222
Mai	20 167	3 844	24 011	8,02	193
Juin	18 258	3 844	22 102	8,02	177
Juillet	18 524	3 844	22 368	8,02	179
Août	18 779	3 844	22 623	8,02	182
Septembre	19 446	3 844	23 290	8,02	187
Octobre	22 113	3 844	25 957	8,02	208
Novembre	26 187	3 844	30 031	8,02	241
Décembre	30 439	3 844	34 283	8,02	275
<b>Total</b>			<b>333 210</b>	<b>8,02</b>	<b>2 674</b>

**19. Références :** HQT-10, documents 1.3 et 1.4  
HQT-13, document 13, page 29

**Préambule :**

En réponse à la demande de renseignements 5, Part IV de OPG, il est mentionné:

*“ Bien que les rabais peuvent être accordés sur les services de court terme fermes et non fermes, le transporteur s'assure, à tout moment, que les prix après rabais des services fermes sont supérieurs ou égaux à ceux des services non fermes. ”*

Par ailleurs, les tableaux produits dans les pièces HQT-10, document 1.4 et HQT-10, document 1.3 fournissent respectivement les prix moyens et les capacités réservées pour les années 1997, 1998, 1999 et 2000.

**Demandes :**

Q19.1 Veuillez confirmer qu'aucune vente n'a été effectuée aux tarifs quotidien, hebdomadaire et mensuel en 1998 et 1999 pour les services point à point non fermes.

**R19.1 En effet, aucune vente n'a été effectuée aux tarifs quotidien, hebdomadaire et mensuel pour les services de point à point non fermes en 1998 et 1999.**

Q19.2 Veuillez expliquer pourquoi en juin 1997, le prix moyen au tarif quotidien du service point à point de court terme ferme était inférieur de 0,02 \$/kW au prix moyen au tarif quotidien du service point à point de court terme ferme<sup>2</sup>.

**R19.2 Nous présumons qu'il y a une erreur dans la question telle que formulée. Nous supposons dans la réponse qui suit que la Régie veut faire référence à la différence entre le prix moyen du service de point à point quotidien ferme et le prix moyen du service de point à point quotidien non ferme au mois de juin 1997.**

Les prix moyens présentés à la pièce HQT-10, Document 1.4, ont été calculés à partir des transits individuels effectués pendant le mois. En juin 1997, les transits quotidiens fermes ont été effectués en début de mois alors que les transits quotidiens non fermes ont été effectués en fin de mois. Comme les prix du service quotidien ont été modifiés le 15 juin 1997, la comparaison des prix moyens sur une base mensuelle est trompeuse. Dans les faits, le prix du service quotidien ferme a toujours été supérieur ou égal au prix du service quotidien non ferme tout au long du mois.

Plus précisément, les transits de point à point au tarif quotidien ferme ont été effectués avant le 15 juin 1997 alors que le tarif quotidien s'élevait à 0,024 \$/kW-jour tant pour le service quotidien ferme que non ferme. Les transits au tarif quotidien non ferme ont quant à eux été effectués après le 15 juin 1997 alors que le tarif quotidien s'élevait à 0,037 \$/kW-jour pour le service non ferme et à 0,040 \$/kW-jour pour le service ferme.

<sup>2</sup> HQT-10, document 1.4, page 2 de 5

**20. Référence :** HQT-13, document 1, page 123

**Préambule :**

D'après le tableau portant sur les tarifs de transport actuellement en vigueur figurant dans le document en référence, les tarifs annuels diffèrent selon les services du transport. Par exemple, alors que le revenu requis résiduel est établi à 71,09\$/kW, le service annuel de point à point semble être facturé à 72,64\$/kW et le tarif appliqué à la charge locale serait de 71,02\$/kW.

Par ailleurs, dans la méthodologie utilisée, d'une part, les revenus des ventes à court terme et d'autre part, un montant associé aux contrats d'exportation en vigueur sont déduits des revenus requis.

**Demandes :**

Q20.1 Veuillez indiquer si la méthodologie proposée pour la détermination du revenu requis résiduel de 2001 inclut la déduction des contrats d'exportations. Si oui, veuillez indiquer le montant de ces contrats d'exportations. Si non, justifiez votre réponse.

**R20.1 Non, pour l'année 2001 le revenu requis résiduel n'est pas déterminé en déduisant du revenu requis total les contrats d'exportations fermes de long terme. Comme indiqué à la page 17 de la pièce HQT-10, Document 1, le revenu requis résiduel est obtenu en soustrayant du revenu requis total les ventes à court terme prévues. Les besoins de transport requis pour les contrats d'exportation fermes de long terme font partie des réservations de point à point annuelles d'Hydro-Québec.**

Q20.2 Veuillez indiquer si les revenus des ventes de court terme déduits du revenu requis concernaient exclusivement les ventes non fermes. Justifiez votre réponse.

**R20.2 Non, en 1997, les revenus des ventes à court terme qui étaient déduits du revenu requis total pour déterminer le revenu requis résiduel concernaient les ventes fermes et non fermes.**



**Les ventes à court terme fermes et non fermes permettent au transporteur d'optimiser la capacité disponible sur le réseau et ainsi de réduire les coûts imputables aux clients de long terme (charge locale, réseau intégré, point à point annuel).**

Q20.3 Veuillez spécifier si la pointe de 32 880 MW attribuée au revenu requis résiduel correspond à la puissance maximale appelée du réseau de transport. Si oui, veuillez préciser s'il s'agit d'une puissance maximale appelée coïncidente ou non coïncidente? Veuillez fournir la formule utilisée pour sa détermination. Si non, veuillez la définir et fournir le détail des calculs.

**R20.3 La pointe de 32 880 MW correspond à la somme des besoins prévus de 31 820 MW pour la charge locale pour l'année 1997 et des réservations prévues de 1 060 MW pour le service de point à point ferme annuel. C'est une puissance maximale appelée prévue qui pourrait être coïncidente à la pointe. Pour obtenir la pointe maximale prévue du réseau de transport de 35 345 MW pour l'année 1997, il faudrait y ajouter les réservations pour les contrats d'exportation fermes de long terme soit 1 284 MW pour NEPOOL, 325 MW pour VJO et 856 MW pour NYPA-Diversité.**

**21. Référence :** HQT-13, document 1, page 132.

**Préambule :**

Dans sa réponse à la demande de renseignements 73.1 de la Régie, dans le tableau de la page 132, Hydro-Québec fournit les pointes annuelles de 1999 et 2000 ainsi que les pointes anticipées de 2000 et 2001 des services de transport charge locale et point à point.

En particulier, il y est indiqué 1666 MW le 14 janvier 1999 à 18h et 1924 MW le 19 janvier 2000 à 8h pour le service point à point excluant les pertes.

**Demandes :**

Q21.1 Les capacités de réservation du service point à point sus-mentionnées sont-elles les capacités maximales de ce service ou

bien correspondent-elles aux contributions hors pertes du service point à point à la pointe du réseau de transport?

**R21.1 Les capacités de 1 666 MW le 14 janvier 1999 à 18h et de 1 924 MW le 19 janvier 2000 à 8h représentent les contributions hors pertes du service de point à point à la pointe du réseau de transport.**

Q21.2 Veuillez indiquer si la pointe pour la charge locale inclut la puissance interruptible. Si oui, veuillez fournir la demande de puissance interruptible à la pointe du réseau pour 1999, 2000 et 2001.

**R21.2 Oui.**

**Le tableau suivant fournit la demande de puissance interruptible à la pointe du réseau pour 1999, 2000 et 2001 :**

**Puissance interruptible incluse dans les pointes annuelles de 1999 et 2000 ainsi que dans la pointe anticipée de 2001 de la charge locale**

<b>Date de la pointe du réseau</b>	<b>Puissance interruptible avec pertes (MW)</b>
14-janv-1999 à 18h	1 864
19-janv-2000 à 8h	1 902
2001 anticipé	1 063

**22. Référence :** HQT-13, document 12 , page 5

**Préambule :**

Dans sa réponse à la demande de renseignements 2f d'Option Consommateurs, Hydro-Québec indique que la répartition par secteur de consommation de la pointe annuelle du réseau de transport n'est pas disponible.

Par ailleurs, dans la réponse à la demande de renseignements 2h, il est mentionné que la “ *notion de pointes non coïncidentes, telle qu'énoncée dans la question Q2f d'OC, fait référence à la puissance maximale des catégories tarifaires de la charge locale. La somme de ces pointes non coïncidentes est plus élevée que la pointe coïncidente.* ”

**Demande :**

Q22.1 Veuillez fournir les données pour 1999, 2000 et 2001 permettant de justifier l'affirmation suivante: “ *La somme de ces pointes non coïncidentes est plus élevée que la pointe coïncidente.* ”

**R22.1 Les données demandées ne sont pas disponibles. Cependant, l'affirmation se justifie par la logique de l'énoncé. La pointe maximale d'un secteur de consommation sans aucune contrainte de temps (pointe non coïncidente) n'est jamais inférieure à la pointe de ce même secteur de consommation au moment précis de la pointe du réseau (pointe coïncidente). À la limite, elle est égale.**

Par conséquent, la somme des pointes non coïncidentes des secteurs de consommation est toujours supérieure à la somme des pointes coïncidentes, à la limite équivalente, mais jamais inférieure. Pour qu'elle soit équivalente, il faudrait que la pointe maximale de tous les secteurs de consommation survienne au moment précis de la pointe du réseau.

**23. Référence :** HQT-13, document 12, page 5

**Préambule :**

Dans la réponse d'Hydro-Québec à la demande de renseignements 2h d'Option Consommateurs, il est dit que le tarif de transport a été établi en considérant les demandes de la charge locale et du service point à point pour lesquels le tarif de transport s'appliquera et que **les composantes utilisées ne sont pas nécessairement des pointes coïncidentes.**

**Demandes :**

Q23.1 Veuillez expliquer et justifier pourquoi les composantes utilisées ne sont pas nécessairement des pointes coïncidentes.

**R23.1 Dans la proposition tarifaire d'Hydro-Québec, le revenu requis pour le service de transport est réparti entre les**

catégories de différents services en fonction de leur utilisation du réseau de transport.

Dans le cas de la charge locale, une prévision de la demande maximale est fournie par le distributeur et permet de fixer les besoins en transport associés à ce marché. La demande maximale est prévue à 31726 MW pour l'année. En ce qui concerne le service de point à point, les besoins sont établis à partir de la réservation fixée à 3844 MW. Ce montant correspond à la capacité réservée que le transporteur est tenu de mettre à disposition en tout temps pour le service de point à point et pourra être utilisée en totalité ou en partie au moment de la demande maximale de la charge locale. Pour cette raison, la réservation ne constitue pas nécessairement un appel coïncident. La réservation constitue un appel coïncident dans le cas où la totalité de la réservation est utilisée au moment de la pointe de la charge locale.

Q23.2 Veuillez indiquer si l'application de la méthode basée sur la pointe coïncidente (1-CP) aux coûts en puissance du transport exige la coïncidence des pointes des services du transport (charge locale, réseau intégré et point à point de long terme) ou uniquement la coïncidence des pointes des clients de la charge locale. Justifiez votre réponse.

R23.2 La méthode de calcul préconisée par Hydro-Québec prend en compte les besoins des deux marchés desservis et n'est pas nécessairement basée sur la pointe coïncidente des marchés. Tel qu'indiqué à notre réponse à votre question 23.1 précédente, la capacité réservée pour le service de point à point pourra être utilisée en totalité ou en partie au moment de la pointe de la charge locale. Dans le premier cas, cette demande sera considérée comme un appel coïncident, alors que ce ne sera pas le cas si le maximum de la capacité réservée est utilisé à un autre moment que la pointe.

- 24. Références :** HQT-13, document 12, page 6  
HQT-10, document 2.1, page 2 de 2

**Préambule :**

Dans la réponse à la demande de renseignements 2h d'Option Consommateurs, il est mentionné que la méthode basée sur les pointes non coïncidentes

*“ sert notamment à répartir des coûts de certaines composantes du réseau de transport qui s'associent davantage au niveau des clients qu'à la pointe du réseau (ex : la répartition et la transformation). Dans le contexte présent, l'utilisation de la méthode non coïncidente n'est pas appropriée puisque la proposition d'Hydro-Québec ne fait pas appel à une allocation spécifique des coûts aux différentes fonctions du réseau de transport, de même qu'aux différentes catégories tarifaires.*

*D'autre part, l'utilisation de la méthode non coïncidente pour l'ensemble des coûts de transport aurait pour incidence de surévaluer la portion de la charge locale, en la privant de la complémentarité des charges des différentes catégories de clients qui survient au moment de la pointe coïncidente. ”*

Par ailleurs, à la pièce HQT-10, document 2.1, Hydro-Québec fournit un tableau représentant la répartition des coûts par fonction.

**Demandes :**

- Q24.1 Veuillez identifier, dans le tableau du document HQT-10, document 2.1, les coûts associés à la répartition et à la transformation.

## R24.1

Fonctions	Coûts 2001	Répartition et Transf.
Postes de départ	153	-
Transport THT (735 kV et 765 kV)	1 037	-
Transport 450 kV (RMCC)	147	-
Interconnexions	239	-
Transformation THT/HT (44 à 315 kV)	115	111
Transport HT (44 à 315 kV)	278	192
Transformation HT/MT (25 kV)	260	260
Raccordements spécifiques	44	44
CCR & CTC	23	-
Soutien	377	-
<b>Total</b>	<b>2674</b>	<b>607</b>

Q24.2 Veuillez préciser et chiffrer l'impact sur les tarifs proposés, qu'aurait l'utilisation de la méthode non coïncidente pour l'allocation des coûts des composantes répartition et transformation du réseau de transport entre les services.

## R24.2 L'information demandée n'est pas disponible.

Par contre, à titre illustratif, l'impact sur les tarifs proposés qu'aurait l'utilisation de la méthode des pointes non coïncidentes (avec hypothèse de pointes non coïncidentes de 10% supérieures aux pointes coïncidentes) pour l'allocation des coûts des composantes répartition, transformation et raccordements spécifiques, générerait une hausse du tarif du service de la charge locale de l'ordre de 0,18

**\$/kW-an, soit 0,2%, ainsi qu'une diminution du tarif du service point à point de l'ordre de 1,56 \$/kW-an, soit près de 2%. La charge locale assumerait ainsi une part additionnelle du revenu requis résiduel de l'ordre de 6 M\$.**

- 25. Références :** HQT-10, document 2.1  
HQT-10, document 2, page 3 de 5, lignes 6 à 8

**Préambule :**

La pièce HQT-10, document 2.1, Hydro-Québec fournit un tableau représentant la répartition des coûts par fonction.

Dans la pièce HQT-10, document 2, Hydro-Québec stipule: *“ Pour les fins du présent exercice, la valeur nette des immobilisations en exploitation au 31 décembre 1999 associée à chaque fonction a donc été retenue comme clé de répartition. ”*

**Demandes :**

- Q25.1 La clé de répartition utilisée, soit les immobilisations nettes, ne peut être conciliée directement avec la liste des immobilisations sommaire à la pièce HQT-7, document 3, page 2 de 2. Veuillez concilier les soldes d'immobilisations nettes fournis à la pièce HQT-10, document 2, page 3 de 5 avec la liste présentée à la pièce HQT-7, document 3, page 2 de 2.

**R25.1 Voir tableau page suivante.**

- Q25.2 Veuillez spécifier quels sont les raccordements spécifiques figurant dans le tableau de la page 2.2 de la pièce HQT-10, document 2.1, ainsi que les clients qu'ils concernent.

**R25.2 Hydro-Québec ne faisant pas appel à une allocation des coûts par fonction, il est important de souligner que la séparation fonctionnelle associée aux raccordements spécifiques ne représente qu'un exercice préliminaire. De ce fait, une analyse cas par cas de l'ensemble des actifs du transporteur devrait être réalisée afin de présenter un portrait exhaustif de la situation.**

25.1	(M\$)	Postes de départ	Transport THT	Transport 450 kV	Interconnexions	Transformation THT/HT	Transport HT	Transformation HT/MT	Raccordements spécifiques	CCR & CTC	Soutien	Total
	Postes											
	735 et 765 kV	209	3 072	-	1127	-	-	-	-	-	-	4 410
	450 kV	-	-	29	-	-	-	-	-	-	-	29
	315 kV	403	-	-	73	446	-	228	57	-	-	1 207
	230 kV	148	-	-	2	217	-	134	79	-	-	579
	161 kV	5	-	-		3	-	121	2	-	-	132
	120 kV	119	-	-	3	15	-	923	26	-	-	1 085
	49 et 69 kV	23	-	-		0	-	135	0	-	-	158
	autres	0	-	-	0	0	-	0	-	-	-	1
	Lignes											
	735 kV	-	3 070	-	112	-	-	-	-	-	-	3 183
	450 kV	-	-	831	23	-	-	-	-	-	-	854
	315 kV	-	-	-	40	-	472	-	0	-	-	511
	230 kV	-	-	-	5	-	183	-	25	-	-	213
	160-120 kV	-	-	-	21	-	833	-	63	-	-	916
	69-49-44 kV	-	-	11	14	-	162	-	6	-	-	193
	Autres actifs du réseau	-	-	-	-	-	-	-	-	136	92	228
	Actifs de soutien	-	-	-	-	-	-	-	-	-	318	318
	Actifs à transférer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	79	79
	Total au 31/12/1999	907	6 141	871	1 420	683	1 651	1 541	258	136	490	14 097

\* Certains chiffres ne peuvent être conciliés manuellement en raison des arrondis.



Ainsi, les raccordements spécifiques figurant dans le tableau de la pièce HQT-10, Document 2, page 3, sont les suivants :

**- Lignes associées aux raccordements spécifiques :**

Cleveland / GE / IBM  
Cleveland / Hyundai  
Saint-Louis / Spexel  
Mansonville / Montréal Pipe-Lines Ltée.  
Cowansville / Karhu  
Cowansville / IBM  
Abitibi-Consolidated Laurentides / Grand-Mère  
Cap-de-la-Madeleine / Reynolds  
Alcan / Des Hêtres  
Abitibi-Consolidated / Wayagamack  
Des Hêtres / Norton  
Saint-Ferdinand / Thetford  
Abitibi-Consolidated (Beaupré)  
Cap-de-la-Madeleine / Cascade  
Cascapédia / Cons. Bathurst  
Leneuf / BPCO  
Leneuf / Produits Forestiers Alliance  
Charlevoix / Papeterie Donohue  
Chaudière / Ultramar (1)  
Chaudière / Ultramar (2)  
Vignau / Bowater (1)  
Vignau / Bowater (2)  
Bryson / Emballages Stones  
Varennes / Pétrumont  
Sorel / Alstom  
Sorel / Forges  
Asbestos / Canadian Johns Manville  
Sherbrooke / Saint-François  
Bromptonville / Saint-François  
Larocque  
Larocque / CEZ  
Rouyn / Mines Noranda  
Figuery / Donohue Normick  
Quevillon / Domtar  
Normétal / Mine Casa Berardi  
Joutel / Mines Selbaie  
Kipawa

Sherbrooke / Orford  
Kruger / Papeterie-Kruger  
Bécancour / ICI  
Lanaudière / Papier Scott  
Lery / Alcan / PPG  
Rivière-du-Loup / Grand-Portage  
Shawinigan / Abitibi-Consolidated (Belgo)  
Lebel / Mine Grevet  
Micmac / Gaspésia Ltée.  
Hauterive / Reynolds (1)  
Hauterive / Reynolds (2)  
Hauterive / S.C.M.R.  
Arnaud / Pointe-Noire  
Obalski / Troilus  
Arnaud / Aluminerie Alouette (1)  
Arnaud / Aluminerie Alouette (2)  
Sorel / QIT-Fer et Titane Inc. / Sammi Atlas  
Sorel / Fer et Titane Que. Inc.  
Des Hêtres / Alcan  
Bécancour / Norsk Hydro (1)  
Bécancour / Norsk Hydro (2)  
Bécancour / ABI (1)  
Bécancour / ABI (2)  
La Tuque / Cartons Saint-Laurent  
Québec / Daishowa Inc. (1)  
Québec / Daishowa Inc. (2)  
Kingsey / Cascades  
Trois-Rivières / Kruger  
Deschambault / Loralco (1)  
Deschambault / Loralco (2)

**Postes associés aux raccordements spécifiques :**

Mansonville (Les Pipe-Lines Montréal)  
Shawinigan-2 (Abitibi-Consolidated Shawinigan)  
Bryson (Emballages Stone Portage-du-Fort)  
Asbestos (J-M Asbestos)  
Bromptonville (Cascade East-Angus)  
Laroque (Zinc Électrolytique)  
Rouyn (Métallurgie Noranda)  
Figuery (Donohue Normick Amos)  
Quévillon (Norkraft Quevillon)  
Normétal (Mines Casa Berardi)  
Joutel (Les Mines Selbaie)

Kipawa (Tembec)  
Leman (Société d'électrolyse et de chimie Belgo)  
Chute-Hemmings (Celanese, Les Services  
Drummondville)  
Cleveland (IBM)  
Saint-Louis (Spexel)  
Obalski (Projet Troïlus)  
Sorel (QIT, Atlas, Forges de Sorel, GEC Alsthom,  
Fagen)  
Sidbec (Sidbec Dosco - Ispat)  
Des Hêtres (Société d'électrolyse et de chimie - Secal)  
Bécancour (SKW, PCI, ABI, Norsk-Hydro, Hydrogenal)  
La Tuque (Cartons Saint-Laurent)  
Kingsey (Cascade Kingsey)  
Trois-Rivières (Tripap, Kruger Trois-Rivières)  
Varenes (Péromont, Montell, IREQ)  
Saint-Césaire (Ivaco)  
Sherbrooke (Eka chimie, BOC Gaz)  
Cantons 230 kV (Domtar, Kruger Bromptonville)  
Micmac (Gaspésia)  
Cap-de-la-Madeleine (Abitibi-Consolidated, Reynolds)  
Thetford (Lab Chrysotile, Fibrox)  
Cascapédia (Emballages Stone New Richmond)  
Chaudière (Ultramar)  
Deschambault (Lauralco)  
Québec (Daishowa)  
Vignau (Bowater)  
Lanaudière (Papiers Scott)  
De Léry (PPG, CXY)  
Hauterive (Reynolds)  
Leneuf (La Cie J Ford, Produits Forestiers Alliance)  
Charlevoix (Produits Forestiers Donohue)

Q25.3 Veuillez définir avec précision la fonction Soutien.

**R25.3** La fonction “ *Soutien* ”, telle que présentée à la pièce HQT-10, Document 2, page 3, ligne 12, est composée des actifs de soutien, des actifs à transférer des autres unités d'affaires ainsi que des autres actifs du réseau, à l'exclusion du centre de conduite du réseau (CCR) et des centres de téléconduite (CTC).

Ainsi, la fonction “ *Soutien* ” est composée des actifs non exploités, banques d'appareillage majeur (BAM),

banques d'urgence ligne (BUL), retraits et déclassement, équipements divers, bâtiments, laboratoires et aires d'essais, actifs de masse, véhicules, environnement, informatique (projets spéciaux) et actifs à transférer.

Pour plus de détails, vous référez à la pièce HQT-7, Document 3, page 2.

Q25.4 Veuillez indiquer si l'introduction des fonctions CCR et CTC, et Soutien dans la répartition des coûts de transport par fonction suit la pratique des compagnies d'électricité dans ce domaine. Si oui, veuillez mentionner quelques exemples parmi les compagnies en question. Si non, veuillez justifier le choix par Hydro-Québec des fonctions CCR et CTC, et Soutien, aux fins de répartition des coûts. Veuillez indiquer pourquoi les fonctions CCR et CTC, et Soutien n'ont pas plutôt été réparties entre les autres fonctions du transport.

**R25.4 L'introduction des fonctions "CCR & CTC" et "Soutien" dans la répartition des coûts de transport par fonction ne suit pas nécessairement la pratique des compagnies d'électricité dans ce domaine.**

Dans le cadre de l'exercice de séparation fonctionnelle du réseau de transport intégré d'Hydro-Québec, les fonctions "CCR & CTC" et "Soutien" ont été ajoutées compte tenu qu'elles sont, de par leur nature, des fonctions de support à certaines autres fonctions. Cet ajout n'avait donc pour but que d'apporter une précision additionnelle à la séparation fonctionnelle demandée par la Régie de l'énergie.

Q25.5 Veuillez justifier en quoi la valeur nette des immobilisations en exploitation au 31 décembre 1999 associée à chaque fonction est significative pour la répartition des charges directes.

**R25.5 Hydro-Québec ne faisant pas appel à une allocation des coûts par fonction, il est important de noter que le revenu requis a été réparti par fonction, à titre illustratif seulement, sur une base globale et non pour chacune des rubriques de dépenses incluses dans le revenu requis. De ce fait, le critère retenu a été celui des**

immobilisations nettes puisque la majorité des charges (rendement sur la base de tarification, amortissement et une partie des taxes) sont reliées aux immobilisations.

Q25.6 Veuillez fournir l'effectif par fonction au 31/12/99, au 31/12/2000 et en 2001.

**R25.6 L'information demandée n'est pas disponible.**

L'effectif n'est pas identifié par fonction, puisque ce n'est pas compatible avec la structure organisationnelle de TransÉnergie.

**26. Référence :** HQT-13, document 8, page 20

**Préambule :**

Dans sa réponse à la demande de renseignements 13.d de la Coalition, Hydro-Québec affirme que :

*“ De plus, la prévision de réservations pour le service de point à point est relativement optimiste en regard des réservations des 4 années d'exploitation de TransÉnergie. On peut donc conclure qu'une très large partie des revenus de TransÉnergie sont à risques ”.*

**Demandes :**

Q26.1 Veuillez indiquer pourquoi Hydro-Québec a choisi une prévision de réservations pour le service de point à point *relativement optimiste* en regard des réservations des quatre années d'exploitation de TransÉnergie.

**R26.1 Hydro-Québec propose d'établir la prévision des réservations pour le service de point à point annuel à partir de la moyenne des réservations au cours des années d'exploitation de TransÉnergie parce que cette méthode semble la plus appropriée et non pas parce que le résultat de cette prévision est optimiste. Comme indiqué à la page 137 de la pièce HQT-13, Document 1, cette approche a été retenue puisqu'elle permet de capter les tendances dans l'évolution des marchés externes, elle est cohérente avec celle utilisée pour**

**prévoir les revenus des ventes à court terme et elle donne des résultats plus stables d'année en année.**

Q26.2 Selon Hydro-Québec, quelles autres méthodes de prévision pourraient être utilisées pour déterminer les réservations de 2001 pour le service de point à point long terme? Veuillez commenter chacune d'elle ainsi que leur pertinence dans le présent dossier.

**R26.2 Une alternative serait d'utiliser uniquement l'année précédente (année 2000) comme estimation des réservations pour l'année témoin (année 2001) ou encore de ne reconnaître que la somme des réservations enregistrées au 31 décembre de l'année précédente (année 2000). Comparativement à la méthode proposée par Hydro-Québec, cette approche ne permettrait pas de refléter aussi bien les tendances dans l'évolution des marchés externes et donnerait des résultats plus volatils d'année en année.**

On pourrait également considérer une méthode équivalente à celle proposée par Hydro-Québec mais utilisant une période de référence plus courte ou plus longue, le choix étant dicté par l'importance relative que l'on accorde aux objectifs d'établir une prévision qui permet de refléter l'évolution des marchés et d'offrir une stabilité sur le plan tarifaire.

**27. Références :** HQT-10, document 1, page 40, lignes 11 à 14.  
HQT 10, document 1.5, page 3

**Préambule :**

À la pièce mentionnée à la première référence, Hydro-Québec indique qu'elle est disposée à assumer le coût du raccordement en ajoutant toutefois que le **"...le total actualisé des coûts encourus par le transporteur ne pourra ,..., excéder la valeur actualisée, pour une période de 20 ans, des revenus de transit anticipés des clients de charge locale et des services de transport en réseau intégré et de point à point"**. Elle précise que, selon ce critère, elle peut consentir un investissement de 524\$/kW, puisque la valeur présente des flux financiers reliés à un tel investissement (dépréciation, coût du financement, entretien et exploitation ainsi que la taxe sur le capital) s'élève à 625\$. Ce montant est établi à la dernière colonne du

tableau de la page 3 de la pièce HQT-10, document 1.5. Par ailleurs, on obtient une valeur actuelle de 717\$ pour le flux financier de 20 ans correspondant au tarif de transport (75,18\$/kw-an) et ce, en appliquant la même approche que celle utilisée pour établir la valeur actuelle du flux financier associé à un investissement de 524\$/kW.

**Demandes :**

Q27.1 Veuillez indiquer comment Hydro-Québec a établi la valeur actuelle (VAN) d'un flux financier de 20 ans correspondant au tarif de transport de 75,18\$/kW-an. Indiquer la valeur obtenue.

**R27.1 La valeur actuelle d'un flux financier de 20 ans correspondant au tarif de transport de 75,18 \$/kW-an s'élève à 625 \$/kW tel qu'indiqué à la pièce HQT-10, Document 1.5, page 3. Pour chacune des 20 années considérées, le coût total correspondant au tarif de transport représente la somme de l'amortissement, du coût du financement, des coûts d'entretien et d'exploitation et de la taxe sur le capital. Aux fins de l'exemple, une hypothèse de réseau constant est retenue ce qui résulte en une diminution du coût annuel (tarif) d'année en année due principalement à la réduction des charges financières sur la période considérée.**

Q27.2 Veuillez confirmer ou infirmer que la valeur actualisée des flux financiers associés à un investissement de 524\$/kW est égale à celle indiqué à 27.1.

**R27.2 Lorsque l'on déduit de la valeur actuelle précisée à la question précédente (625 \$/kW) la valeur actuelle des frais d'exploitation et d'entretien et de la taxe sur le capital, on obtient un montant de 524 \$/kW qui correspond à la valeur actuelle sur 20 ans de l'investissement correspondant à un tarif de transport de 75,18 \$/kW-an.**

**28. Référence :** HQT-13, Document 1, page 150

**Préambule :**

En réponse à la demande de renseignements 85.2 de la Régie, Hydro-Québec indique que la valeur de 67 % représente la facteur d'utilisation du réseau et qu'il a été établi de la façon suivante :

$$\text{Facteur d'utilisation} = \frac{\text{Consommation annuelle}}{\text{Puissance moyenne de pointe} * 8760 \text{ heures}}$$

**Demandes :**

Q28.1 Veuillez expliquer pourquoi Hydro-Québec utilise le facteur d'utilisation du réseau de transport plutôt que celui du parc de production étant donné que la puissance réactive est fournie par le parc de production.

**R28.1 Puisque le service dont il est question est celui qui requiert la fourniture de puissance réactive et de contrôle de tension à partir des équipements de production, c'est le facteur d'utilisation du parc de production qui est utilisé.**

Q28.2 Si c'est le facteur d'utilisation du parc de production qui est retenu, quelle serait les implications d'utiliser la " capacité installée du parc de production " plutôt que la " puissance moyenne de pointe " ?

**R28.2 Le facteur d'utilisation est le taux d'utilisation d'une puissance appelée et non pas de la capacité installée du parc de production. Il ne faut donc pas utiliser la capacité installée du parc de production pour établir le facteur d'utilisation puisque, contrairement à la puissance moyenne en pointe, elle n'est pas directement reliée à la consommation annuelle considérée au numérateur.**

Q28.3 Si c'est le facteur d'utilisation du réseau de transport qui est retenu, quelle serait les implications d'utiliser la " capacité totale du réseau de transport " plutôt que la " puissance moyenne de pointe " ?

**R28.3 Voir notre réponse à votre question 28.1 précédente.**



- 29. Références :** HQT-13, Document 1, pages 166 et 167  
HQT-11, Articles 13.4, 14.4, 29.5, 27, 31.2 et 34 de Tarifs et conditions

**Préambule :**

Hydro-Québec fait des propositions concernant les conditions qui doivent être fixées par la Régie.

**Demande :**

- Q29.1 Veuillez déposer des propositions de modifications aux libellés des articles afin de refléter les propositions d'Hydro-Québec fournies en réponse à la demande de renseignements 99.1.

**R29.1 Hydro-Québec propose que le libellé des articles en question soit tel que proposé à la pièce HQT-11, Document 2, et que “ les conditions fixées par la régie ” auxquelles il est fait référence ne soient pas consignées au texte des *Tarifs et conditions*. Cela, pour les raisons suivantes :**

Dans le cas des articles 13.4, 14.4 et 29.5, Hydro-Québec s'attend à ce que les conditions relatives au dépôt des conventions de service soient fixées par la Régie dans la présente cause et, au besoin, modifiées dans des causes tarifaires subséquentes. Toutefois, si la Régie souhaite que ces conditions soient inscrites aux *Tarifs et conditions*, la dernière phrase des articles 13.4 et 14.4, ainsi que l'article 29.5 pourraient être libellés de la façon suivante :

Le transporteur dépose, auprès de la Régie, les conventions de service renfermant l'information exigée aux termes des présentes, dans les trente jours de leur signature.

Dans le cas des articles 27, 31.2 et 34, Hydro-Québec est d'avis que les méthodes proposées aux pages 36 à 45 de la pièce HQT-10, Document 1 sont trop complexes pour être consignées, de façon efficace, aux *Tarifs et conditions*. En outre, les paramètres économiques (période d'analyse, taux d'actualisation, etc.) utilisés pour les calculs pourraient devoir faire

l'objet d'une réévaluation d'une année à l'autre (voire au cours d'une même année tarifaire), en plus d'être sujets à contestation par des clients du service de transport ou par la Régie, en fonction du projet à l'étude. En dernier lieu, comme nous l'avons indiqué à la pièce HQT-13, Document 1, page 167, " la Régie pourrait également fixer des conditions dans des décisions qu'elle rendrait sur une plainte d'un client du service de transport ".

Selon nous, le libellé des articles 27, 31.2 et 34, tel qu'il est proposé à la pièce HQT-11, Document 2, laisse à la Régie toute la marge de manœuvre nécessaire pour évaluer adéquatement chacune des demandes que le transporteur lui fera en vertu des dispositions de ces articles.

- 30. Références :** HQT-4, document 1, page 6 ligne 28  
HQT-13, document 13 page 21 question 14

**Préambule :**

Dans votre demande amendée, vous mentionnez :

*" Conformément aux Tarifs et Conditions, les clients de charge locale doivent être traités comme les clients du service en réseau intégré. Hydro-Québec est tenue notamment de désigner, pour le compte de ses clients de charge locale, des ressources et des charges de la même manière que n'importe quel client du réseau intégré. "*

De plus, vous mentionnez en réponse à la demande de renseignement 14.1 de la Régie " La désignation des ressources et des charges est un processus indépendant de l'organisation interne d'Hydro-Québec. Cette désignation est prévue dans les *Tarifs et Conditions* autant pour la charge locale que pour le service de transport en réseau intégré. En particulier, il est prévu à la section 28.2 des *Tarifs et Conditions* que le distributeur (i.e. Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité) et le producteur (i.e. Hydro-Québec dans ses activités de production d'électricité) désigneront les ressources et les charges associées à la charge locale. "

**Demande :**

Q30.1 Veuillez préciser les informations qui seraient fournies dans le cadre de la désignation des charges et des ressources pour la

charge locale tel que prévue à l'article 28.2. Par exemple, cette désignation comportera-t-elle les informations prévues à l'article 29.2 et/ou celles demandées au document " Caractéristiques du service de transport en réseau intégré " de l'appendice F. Le cas échéant, veuillez identifier et expliquer les différences entre les données qui devront être fournies par les clients du réseau intégré et de charge locale.

**R30.1 Il n'y a pas de différence entre les informations fournies, dans le cadre de la désignation des charges et des ressources, selon qu'il s'agit de la charge locale ou d'un client du service de transport en réseau intégré.**

Les informations que le distributeur transmet au transporteur sont celles exigées au contrat et comprennent notamment :

**Pour les charges en réseau :**

- les prévisions de demande en puissance à la pointe, pour les clients grandes entreprises, pour 2000-2016 ;
- les prévisions de demande en puissance à la pointe, pour les postes reliés au réseau de distribution, pour 2000-2015 ;
- la pointe annuelle des besoins québécois pour 2000-2016 ;
- la puissance mensuelle des besoins québécois, pour 2000-2016.

Ces prévisions, de même que la méthodologie de leur établissement, sont l'objet de la pièce HQT-4, Document 2.

**Pour les ressources en réseau :**

- la puissance des équipements de production d'Hydro-Québec reliés au réseau ;
- la puissance et la tension des centrales des producteurs privés.

- 31. Références :** HQT-11, document 2  
HQT-4 document 1 page 9 ligne 6  
HQT-13 document 1 pages 22 et 23, demande 15

**Préambule :**

On mentionne à l'article 13.7 :

*“ ...La capacité réservée pour le client du service de transport correspondra au plus élevé des montants suivants : (1) la somme des réservations de capacité au(x) point(s) de réception ou (2) la somme des réservations de capacité au(x) point(s) de livraison. Le client du service de transport se verra facturer sa capacité réservée conformément à l'annexe 7.... ”*

De plus, dans votre demande amendée, vous mentionnez :

*“ Le client du service de point à point désigne un point de réception et un point de livraison et est facturé pour la capacité maximale réservée entre chacun de ces points. Dans le cas du client Groupe Production Hydro-Québec, le point de réception désigné comprend l'ensemble des ressources à sa disposition. ”*

**Demandes :**

Q31.1 Veuillez préciser comment est déterminé la capacité réservée pour le Groupe Production Hydro-Québec.

**R31.1 La capacité réservée par le groupe Production est égale à la somme des réservations mesurées aux points de livraison, majorées des pertes.**

Q31.2 Compte tenu de votre réponse à la demande de renseignement 15, un client du service point à point (autre que le groupe production d'Hydro-Québec) ayant un parc de production qui comprend un ensemble d'équipements de production localisés à différents endroits du réseau et dont aucun n'est dédié à une charge spécifique pourrait-il désigner Montréal comme point de réception unique?

**R31.2 Oui, si tous les équipements de production en question sont effectivement reliés au réseau. C'est le sens de notre réponse à la question 15.4 de la Régie, à la pièce HQT-13, Document 1, page 23.**

**32. Références :** HQT-11, document 1 page 2 ligne 10  
HQT-11, document 2

**Préambule :**

Vous mentionnez: “ Le *Contrat du service de transport d'Hydro-Québec pour l'accessibilité à son réseau* (le *Contrat*) – aussi connu comme étant le règlement n° 659 d'Hydro-Québec –, fut approuvé par le décret 276-97 du 5 mars 1997 et entra en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1997. ”

De plus, vous proposez de supprimer certains articles et/ou passages d'articles, notamment :

- “ **1.6 Client admissible** : ...; l'énergie électrique vendue ou produite par une telle entité peut provenir des États-Unis, du Canada ou du Mexique; toutefois, cette entité n'a pas droit à un service de transport qui serait interdit par l'article 212 (h)(2) de la *Federal Power Act*, 16 U.S.C.; ... ”
- “ **1.23 Groupe de transport régional (GTR)** : ...approuvé par la Commission ... ”
- “ **2.2 Priorité de réservation pour les clients existants du service ferme** : ... à condition que le client en avise le transporteur au plus tard soixante (60) jours avant la fin du contrat. ”
- “ **7.2 Intérêt sur les soldes impayés** : ...de deux points de pourcentage supérieur... ”
- “ **7.3 Défaut du client** :  
...trente (30) jours civils  
...intenter une procédure auprès de la Régie pour ...mais ne peut y mettre fin tant que la Régie n'a pas approuvé une telle demande.  
...soixante (60) jours, conformément à la politique de la Régie.
- Article 12 du contrat original.
- Article 15,3 et toutes les références à cet article dans les *Tarifs et conditions*.
- “ **23.1 Procédures de cession ou de transfert du service** : Sous réserve de l'approbation de la Régie quant à toute procédure nécessaire, un ... ”

**Demande :**

Q32.1 Veuillez présenter un tableau qui précise, pour les articles en référence :

i) la raison d'être du passage original et/ou sa finalité lorsque adopté dans le *Contrat du service de transport d'Hydro-Québec pour l'accessibilité à son réseau*.

**R32.1i) Comme nous l'expliquons à la pièce HQT-13, Document 1, Hydro-Québec n'a fait aucune étude ou analyse visant à déterminer les motifs qui ont guidé la FERC dans l'établissement du texte de son contrat *pro forma*. Comme nous l'indiquons à la pièce HQT-11 Document 1, page 2, lignes 18-25, Hydro-Québec avait, pour l'élaboration du *Contrat* de 1997, adapté le *pro forma* au contexte québécois, dans la mesure du possible, compte tenu qu'Hydro-Québec n'avait pas participé à la rédaction du *pro forma*. Aujourd'hui, nous croyons opportun d'actualiser le *Contrat* et d'en améliorer l'adaptation au contexte québécois.**

ii) une explication plus détaillée que celle fournie à la pièce HQT-11 document 1 pages 7 à 14 de votre demande de modification compte tenu de votre réponse en i), incluant notamment les faits et motifs à l'origine de votre demande;

**R32.1ii)**

***Article 1.6***

**Nous sommes d'avis que le passage supprimé, relatif à la provenance de l'électricité, n'est pas nécessaire.**

**Quant à la référence à la *Federal Power Act*, elle n'est pas nécessaire pour deux raisons : (i) cette loi est sans effet en territoire québécois et (ii) l'article 212 (h) (2) de la loi est relatif au commerce de détail de l'électricité aux États-Unis.**

***Article 1.23***

**La FERC n'ayant pas juridiction au Canada, elle n'aurait pas, selon nous, à approuver un groupe ou un organisme de transport régional exclusivement constitué de réseaux canadiens. C'est de cette**

éventualité dont nous tenons compte en supprimant le passage relatif à l'approbation de la FERC.

**Article 2.2**

Il ne s'agit pas, ici, d'un passage supprimé mais bien d'un ajout ayant pour objectif de permettre au transporteur une meilleure gestion des réservations de transport ferme de point à point.

**Article 7.2**

Il y aurait lieu de maintenir l'expression " de deux points de pourcentage supérieur " à l'article 7.2 et de la supprimer à l'article 17.3. En effet, dans le cadre d'une saine gestion financière, Hydro-Québec doit percevoir de l'intérêt sur ses créances (article 7.2) à un taux supérieur à celui qu'elle paie sur ses dettes (article 17.3).

**Article 7.3**

Nous sommes d'avis qu'un délai de 48 heures est adéquat, compte tenu de la mise en demeure prévue. En outre, afin de minimiser les éventuelles mauvaises créances, nous sommes d'avis qu'il n'est pas souhaitable de prévoir un recours devant la Régie mais qu'il est, au contraire, important de pouvoir rapidement mettre fin au service de transport.

**Article 12**

L'établissement des *Tarifs et conditions* de même que le traitement des plaintes y afférentes relèvent de la juridiction exclusive de la Régie. Par conséquent, nous sommes d'avis qu'un différend entre le transporteur et un de ses clients, quant à une interprétation des *Tarifs et conditions*, ne peut pas être tranché par voie d'arbitrage, mais doit être soumis à la Régie, conformément à la procédure de plaintes qu'elle a approuvée.

En second lieu, dans les cas de litiges qui excèdent la juridiction de la Régie (par exemple une poursuite en dommages-intérêts), Hydro-Québec estime préférable

un règlement par voie judiciaire, c'est-à-dire devant les tribunaux compétents, plutôt que par voie d'arbitrage privé.

**Article 15.3**

À notre avis, il ne peut pas survenir un différend comme celui décrit à l'article 15.3 des *Tarifs et conditions*, c'est-à-dire une situation où le transporteur et le client ne s'entendraient pas sur toutes les conditions de la convention de service. En effet, toutes les conditions applicables au service de transport sont contenues aux *Tarifs et conditions*, lesquels sont approuvés par la Régie. Ces conditions ne sont pas négociables : le client n'a d'autre choix que de les accepter telles quelles s'il veut recevoir un service de transport.

Le début du service avant la signature d'une convention n'est donc ni nécessaire ni souhaitable.

**Article 23.1**

Attendu que :

- i. la cession (ou la vente ou le transfert) ne peut être faite qu'à un client admissible ;
- ii. la convention cédée doit, par définition, être conforme aux *Tarifs et conditions* ;
- iii. les conditions financières auxquelles la cession peut être faite sont décrites à l'article 23.1 des *Tarifs et conditions*;

Hydro-Québec est d'avis qu'il n'y a pas lieu de prévoir une procédure formelle pour la cession.



- 33. Références :** HQT-11, document 2 article 1.49  
HQT-13 , document 1 pages 160 et 161, question 93

**Préambule :**

L'article 1.49 définit la notion de transporteur dans le contrat du service de transport pour l'accessibilité à son réseau.

De plus, en réponse à la demande de renseignement 93 vous mentionnez

*“ Q93.1 Veuillez préciser si le passage de la notion de “ transmission provider ” telle que définie dans le pro forma de l’ordonnance 888 de la FERC, à la notion de “ transporteur ” telle que définie dans les Tarifs et conditions a été fait de façon à préserver l’esprit original du texte des articles 19.2 iii), 19.3, 23.2, et 32.2 iii). Expliquer*

***R93.1 La modification est faite pour refléter les dispositions pertinentes de la Loi sur la Régie de l'énergie, en particulier la définition de transporteur. ”***

**Demande :**

- Q33.1 Veuillez répondre à la demande de renseignement 93 compte tenu des précisions suivantes :

L'article 23.2 mentionne “ ... à condition que le changement ne compromette pas l'exploitation ou la fiabilité des systèmes de production, de transport ou de distribution du transporteur.” Compte tenu de la définition de transporteur, cette formulation est-elle toujours appropriée?

On mentionne aux articles 19.2 iii) et 32.2 iii) “ Quant aux études d'impact sur le réseau menées par le transporteur pour son propre compte, le transporteur en inscrira le coût conformément à l'article 8. ”. À l'article 8.2 tel que proposé, on mentionne “ Inscrire dans un compte ou un sous-compte distinct de dépenses d'exploitation reliées au transport, les frais dûment imputables aux dépenses engagées pour exécuter les études d'impact sur le réseau ou les études d'avant-projet que mène le transporteur pour déterminer s'il doit construire de nouvelles installations de transport ou y apporter des améliorations pour ses propres usages, y compris en vue de ventes à un tiers par le producteur en vertu des présentes; et inclure dans un compte ou un sous-compte distinct de revenus d'exploitation, les revenus que le transporteur reçoit pour les

études d'impact sur le réseau ou les études d'avant-projet réalisées quand ces sommes sont indiquées et identifiées de façon séparée dans la facturation du client du service de transport en vertu des présentes.

Compte tenu de la définition de transporteur, les articles 19.2 iii) et 32.2 iii) devraient-ils inclure une référence au producteur? De plus, le passage suivant de l'article 8.2 " y compris en vue de ventes à un tiers par le producteur en vertu des présentes " ne devrait-il pas être modifié compte tenu de la définition de transporteur qui exclut les activités de production?

**R33.1 Certains articles devraient effectivement être modifiés pour (i) tenir compte de la définition de " transporteur " à l'article 1.49 et (ii) éliminer toutes les ambiguïtés qui pourraient subsister dans les *Tarifs et conditions*. Pour cela, nous proposons les modifications suivantes :**

***Article 19.2 (iii)***

**" Quant aux études d'impact sur le réseau menées par le transporteur pour son propre compte ou celui du producteur, le transporteur en inscrira le coût conformément aux dispositions de l'article 8. "**

***Article 23.2***

**" à condition que le changement ne compromette pas l'exploitation ou la fiabilité du réseau de transport, des ressources de production ou des réseaux de distribution, situés dans la zone de contrôle du transporteur. "**

***Article 32.2 (iii)***

**Aucune modification n'est requise car le producteur ne peut pas être client du service de transport en réseau intégré, compte tenu des dispositions des articles 13.3 et 14.3.**

***Articles 13.5 et 27***

**Remplacer l'expression " ressources du transporteur " par " ressources situées dans la zone de contrôle du transporteur ".**